GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX PLATINE MARCOM EN 2013

VOL.76, N° 4, 2014

EN DÉPLOIEMENT
COMMENT COUVRIR L'ENSEMBLE DE LA ZONE DE CRISE

PLEINS FEUX SUR MONCTON
MISER SUR LES MÉDIAS SOCIAUX EN SITUATION DE CRISE P.7

UN EXEMPLE DE CALME
LA POLICE PEUT AIDER LES COLLECTIVITÉS À SURMONTER LES TRAUMATISMES P.24

LA FORCE DE BOSTON
LEÇONS TIRÉES PAR LA POLICE À LA SUITE DES ATTENTATS DU MARATHON P.14

UNE MISE EN FORME EFFICACE
UN ENTRAÎNEMENT CIBLÉ IDÉAL POUR LES POLICIERS QUI MANQUENT DE TEMPS P.30

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

COLLÈGE CANADIEN DE POLICE
CANADIAN POLICE COLLEGE
SURPASSEZ-VOUS
www.cpc-ccp.gc.ca
Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police
Canada

GAZETTE
Au service de la communauté policière depuis 1939
Vol. 76, N° 4, 2014
Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

Times & Transcript de Moncton

7

DOSSIERS

7 En situation de crise, la GRC reste en liaison avec le public grâce aux médias sociaux
10 Un camp pour évaluer les aptitudes au cours du GTI
11 Assistance médicale dans un environnement tactique
12 Débat de spécialistes : Les moyens de rétablissement des policiers après une situation de crise ou une catastrophe
14 Leçons tirées de l'attentat à la bombe au marathon de Boston
17 Un système pour favoriser la collaboration dans les catastrophes
18 Un outil utilisé à San Francisco pour la gestion des catastrophes
20 Les enjeux à prendre en compte dans la planification et l'intervention dans une pandémie
22 La formation à l'état de pleine conscience favorise la résilience des policiers
24 Les traumatismes et le rôle de la police pour favoriser le rétablissement

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
26 Les faits : la violence à l'école
27 L'avis d'un expert : Mark Sandercock, Ph.D., aborde l'analyse des incendies criminels
28 Reportage : l'intégration d'un criminologue à un service de police
30 Reportage : un programme d'entraînement sur mesure pour les policiers
32 À l'avant-scène
34 Dernières tendances : Un programme de localisation des enfants disparus met de l'information à la portée du public

14

22

27

PRÉVOIR L'IMPRÉVISIBLE

Moncton *Times & Transcript*

Il arrive parfois que l'équipe de rédaction de la *Gazette* travaille à un numéro qui, même si son contenu est prévu depuis des mois, devient très d'actualité.

Tandis que nous achevions le présent numéro sur les mesures de préparation et d'intervention des policiers en cas d'événement grave et inattendu, la fusillade est survenue au centre-ville d'Ottawa; une sinistre coïncidence. Les membres sur le terrain, formés pour intervenir dans ces situations, ont été, encore une fois, mis à rude épreuve.

Le présent numéro traite des nombreux facteurs qui entrent en ligne de compte pendant des interventions policières en cas d'événements graves comme celui d'octobre dernier.

Dans l'article vedette, Deidre Seiden s'intéresse à un acte de violence survenu le 4 juin à Moncton, où trois de nos membres ont été tués et deux autres, blessés. L'équipe des communications de la GRC au Nouveau-Brunswick a adopté une stratégie simple, mais efficace : fournir rapidement aux citoyens l'information exacte sur les mesures de sécurité dans les minutes et les heures suivant les coups de feu meurtriers, alors que le tireur courait toujours. Et pour ceux qui doutaient encore de leur pertinence pour le travail policier, les médias sociaux ont joué un rôle important.

Deidre Seiden décrit également un camp d'entraînement à Ottawa où l'on évalue et prépare les policiers qui désirent faire partie de groupes tactiques d'intervention (GTI) de la GRC. Chaque participant se soumet à des épreuves physiques et psychologiques, qui servent à mesurer la façon dont il réagit au stress, travaille avec les autres et affiche les aptitudes et l'état d'esprit garants de la réussite d'une opération.

Puisqu'intervenir dans les situations imprévues peut être dangereux, nous nous penchons sur deux stratégies de soutien médical d'urgence aux équipes comme le GTI. Dans l'OPP, les services tactiques d'aide médicale d'urgence offrent aux équipes antiémeutes des soins spécialisés, prodigués par des paramédics qualifiés, et les groupes d'interventions médicales d'urgence de la GRC entrent en scène quand les services médicaux d'urgence ne peuvent agir. Bien que différentes, ces deux stratégies s'avèrent efficaces.

Une crise permet parfois de tirer des leçons pour l'avenir; on n'a qu'à penser aux nombreux enseignements dont fait part Herman B. Leonard de la Harvard Kennedy School dans son rapport captivant sur l'attentat à la bombe à Boston en 2013. Par exemple, les opérations conjointes d'envergure dans le cadre d'événements prévus peuvent être extrêmement efficaces au moment d'intervenir en cas d'incidents-surprises.

Nous jetons aussi un œil aux mesures prises par les policiers et d'autres premiers intervenants en prévision de catastrophes naturelles.

Le service de gestion des urgences de San Francisco a créé une carte virtuelle sur laquelle de l'information est diffusée en temps réel au public en cas de crise.

En Norvège, des chercheurs travaillent à la création de solutions techniques visant l'interopérabilité multiorganismes en cas d'urgence d'envergure comme une catastrophe.

Enfin, il ne faut pas oublier que ces événements sont non seulement exigeants physiquement, mais aussi émotionnellement.

Le service de police de Hillsboro aide ses policiers à devenir plus résistants aux traumatismes au moyen de la réduction du stress fondée sur la pleine conscience. La formation en question, à laquelle a aussi recours la marine américaine, est une mesure éprouvée qui est préventive plutôt que réactive.

Quant à J. Kevin Cameron du Canadian Centre for Threat Assessment & Trauma Response, il rappelle aux policiers les façons saines de gérer les traumatismes, pour eux-mêmes et pour les citoyens qu'ils servent.

Il n'y a pas de façon idéale de se préparer à la prochaine crise ou catastrophe, mais la mise en commun des pratiques et des outils en place est un pas dans la bonne direction. ■

— Katherine Aldred
gazette@rcmp-grc.gc.ca

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

JOURNALISTES : Sigrid Forberg et Deidre Seiden

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

ADMINISTRATION ET DIFFUSION : Sandra Levett

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa.
La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit.
Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2014 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin,
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouYube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

Abonnez-vous aux mises à jour RSS : **www.rcmp-grc.gc.ca/rss/index-fra.htm**

EN COUVERTURE :

Des policiers se mettent à l'abri derrière leurs véhicules à Moncton (N.-B.) pendant la fusillade en juin dernier. La communication de la part de la police pendant la crise a contribué à rassurer la population. Photo : Daniel St Louis

UN PROGRAMME DE CYBERMENTORAT POUR LES JEUNES DANS LE NORD

Pour le s.é.-m. Grant MacDonald, bénévole au programme DreamCatcher Mentoring (DCM), pouvoir combiner ses trois passions — la police, les jeunes et le Nord — était une occasion à ne pas rater.

Il fait du cybermentorat pour le DCM, un programme qui permet aux jeunes des communautés du Nord d'échanger avec des personnes qui font carrière dans le domaine de leur rêve. Lancé il y a dix ans dans le but de contrer le haut taux de décrochage scolaire dans les territoires, le programme fait, depuis peu, partie des Grands Frères Grandes Sœurs du Canada.

« Il est difficile de fournir des services à plusieurs de ces communautés, explique Claire Smith, gestionnaire du programme. Le cybermentorat est un bon moyen de les joindre. »

Selon M^me^ Smith, nombre de jeunes ont de bonnes idées pour leur avenir, qu'ils entrevoient avec optimisme, mais ils ne savent pas trop comment concrétiser tout ça. Le programme tente de leur donner les moyens de se fixer des objectifs, de continuer leurs études et de planifier leur avenir grâce à une relation privilégiée avec un mentor.

Depuis 2009, le s.é.-m. MacDonald est jumelé à des élèves de la 9^e^ à la 12^e^ année qui s'intéressent au travail policier. Chaque semaine, il consacre de 10 à 30 minutes à répondre à leurs questions.

Mais bien souvent, il en fait plus en cherchant à connaître les jeunes et en les mettant au défi d'obtenir de l'information sur la GRC.

« C'est là une façon familière pour eux de s'investir. Par leurs recherches, ils découvrent le site Web de la GRC et du coup, des faits intéressants sur l'organisation », dit-il.

Les jeunes dans le Nord sont si nombreux à vouloir exercer une carrière comme le travail policier qu'il y a toujours un besoin pour des mentors de la trempe du s.é.-m. MacDonald.

« En tant que policiers, nous sommes des modèles pour les jeunes, explique-t-il. Ils sont nos ressources naturelles les plus précieuses. Le programme est un excellent moyen de changer leur vie pour le mieux en les aidant à déterminer si le travail policier est une carrière qui leur convient. » ■

Gend. Tyler Sondergaard, Services de protection, Division E

En tant que cybermentor pour le programme DreamCatcher, le s.é.-m. Grant MacDonald met à profit sa passion pour les jeunes, le travail policier et le Nord en aidant les jeunes à déterminer si le travail policier leur convient comme carrière.

— Deidre Seiden

UNE « VIEILLE » TECHNIQUE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE REDEVIENT UTILE

La GRC fait du neuf avec du vieux, du moins pour ce qui est de la métallisation sous vide (MSV), une technique de révélation des empreintes digitales.

« La technique donne de très bons résultats depuis longtemps, mais elle coûte cher, signale Della Wilkinson, Ph.D., du Service intégré de l'identité judiciaire (SIIJ). Depuis la mise en circulation des billets de banque en polymère au Canada, on a constaté un nouvel intérêt pour cette technique. »

La MSV se fait à partir d'un instrument très sensible qui crée un vide dans lequel des métaux vaporisés collent aux résidus d'empreintes sur des surfaces non poreuses et semi-poreuses comme le plastique, les armes à feu et les tissages serrés.

M^me^ Wilkinson ajoute qu'il faut avoir de bonnes raisons pour utiliser cette technique. Comme les recherches du SIIJ ont prouvé que la MSV fonctionne bien sur les billets en polymère, on souhaite acquérir trois nouvelles machines, en plus de celle que la GRC possède déja, pour répondre aux besoins de tous les services de l'identité judiciaire de la GRC au pays.

La technique est bien plus pointue que les techniques traditionnelles de révélation d'empreintes digitales, comme la coloration du cyanoacrylate, mais rien n'empêche d'avoir recours aux deux méthodes, l'une après l'autre.

La MSV peut révéler des empreintes sur des pièces à conviction qui sont sales, qui ont été submergées dans l'eau ou qui sont dans une armoire depuis des années.

« Cette technique a permis de découvrir des empreintes dans plusieurs affaires non résolues où d'autres méthodes n'avaient donné aucun résultat », explique le surint. pr. Bill Fordy, officier responsable du Détachement de Surrey.

Ayant conclu un partenariat avec le SIIJ pour obtenir la machine la plus récente au Détachement de Surrey, le surint. pr. Fordy est impatient de l'essayer.

« Tout le monde écoute *Les Experts* (CSI) et croit qu'on peut tout faire en une heure, ajoute le surint. pr. Fordy. La MSV révèle des empreintes en 15 minutes, alors elle nous permettra d'identifier des délinquants et d'éliminer des suspects rapidement. » ■

Rolanda Lam, SIJ de la Division nationale, GRC

La métallisation sous vide révèle efficacement des empreintes digitales sur les nouveaux billets de banque canadiens en polymère.

— Deidre Seiden

INTERVENTION POLICIÈRE AMÉLIORÉE GRÂCE À UN GROUPE DE RAPPELS

Il y a trois ans, s'inspirant d'une idée du Détachement du District de Halifax, la GRC à Dieppe (N.-B.) a créé un groupe de rappels.

Les neuf policiers du groupe – ils étaient trois au départ – répondent aux appels ne nécessitant pas une intervention policière immédiate en personne, comme les accidents mineurs, les vols d'essence et les demandes de renseignements généraux.

« On reçoit beaucoup d'appels du public et il s'avère utile de filtrer les appels pouvant être traités autrement », dit le surint. pr. Wayne Gallant, off. resp. des enquêtes criminelles de la GRC au N.-B.

L'équipe rappelle environ 20 p. 100 des clients, offrant un service efficace et approfondi. Elle a même relevé plusieurs tendances criminelles qui ont été transmises aux fins d'enquêtes ou pour le dépôt d'accusations.

Le groupe est formé de membres qui ne peuvent pas exécuter des fonctions de première ligne (mesures d'adaptation). La serg. Jennifer Carroll-Johnston, s.-off. resp. du groupe, explique que créer un travail important pour ces membres leur a permis de mettre à profit leur vaste expérience et leurs compétences policières et de rester en contact avec les clients.

Gend. Lani Calhoun

Les équipes de réponse téléphonique de la GRC au N.-B. recevront tous les appels qui étaient acheminés directement au détachement afin de les trier.

« Les membres nous remercient de résoudre beaucoup de ces problèmes mineurs, car ainsi, ils sont moins débordés et, surtout, ils peuvent consacrer plus de temps aux priorités ou à leurs dossiers », dit-elle.

L'an dernier, après un examen des services de base, les cadres supérieurs ont décidé de mettre en œuvre trois équipes de réponse téléphonique, chacune composée de trois membres réguliers et de trois employés de la fonction publique (e.f.p.).

Les e.f.p. répondront à tous les appels qui auraient normalement été acheminés directement au détachement afin de les trier, ce qui réduira la charge de travail des membres de première ligne et des commis de détachement.

« Cette gestion des appels connaît un franc succès, affirme le surint. pr. Gallant. Lorsqu'on nous demande ce qu'on fait pour réduire la charge de travail des policiers de première ligne, on peut répondre qu'on a réduit de 20 p. 100 le nombre d'appels qu'ils reçoivent. »

— Sigrid Forberg

UN PROGRAMME DE LEADERSHIP MET LES JEUNES SUR LA BONNE VOIE

Un programme de leadership établi à l'école secondaire d'Arviat, au Nunavut, enseigne aux jeunes des leçons qui vont au-delà des matières de base.

« Les objectifs sont assez généraux », dit Ross Paterson, l'un des deux coordonnateurs du Leadership Resiliency Program (LRP) d'Arviat. « Au bout du compte, ce qu'on aimerait voir, c'est une assurance et une fierté accrues au sein de la communauté, une réduction des taux de violence conjugale et au foyer ainsi qu'une baisse de la criminalité. »

Ross Paterson et Amanda McLaughlin, l'autre coordonnatrice du LRP, travaillent à l'école secondaire John Arnalukjuak, où ils supervisent des groupes de jeunes classés selon l'âge pendant un cycle d'un an où se conjuguent service communautaire, activité physique et stratégies d'adaptation axées tant sur les réalités quotidiennes que sur les situations de crise.

Les jeunes s'inscrivent d'eux-mêmes au programme ou y sont dirigés par divers intervenants communautaires, dont la GRC, les services sociaux ou le personnel de l'école.

Les participants sont encouragés à voir le LRP comme un milieu sûr où ils peuvent affronter des situations qui les obligent à sortir de leur zone de confort sur le plan physique ou émotif afin d'acquérir des compétences, de gagner de l'assurance et de s'entourer de facteurs de protection.

Près de la moitié de la population ayant moins de 18 ans, Ross Paterson et Amanda McLaughlin espèrent qu'avec le temps, ces facteurs de protection contribueront à éliminer divers problèmes qui guettent les jeunes d'Arviat, dont le suicide, les relations malsaines et la toxicomanie. Pour l'heure, l'enthousiasme des participants est encourageant.

« Quelques jeunes qui ont terminé le programme y sont en fait revenus », souligne Amanda McLaughlin. « Certains ont manifesté un tel désir d'y reparticiper que nous essayons, dans la mesure du possible, de leur confier un rôle de leadership auprès de leurs pairs. »

Les coordonnateurs ajoutent que le soutien du détachement local de la GRC a été particulièrement utile. Ils font souvent appel à ses membres pour participer à la tenue d'activités, présenter des exposés ou, simplement, assurer une présence policière positive.

« Nous avons eu un excellent soutien de la part de la GRC, reconnaît Ross Paterson. Elle a été beaucoup plus visible ces trois dernières années, et nous en récoltons les avantages. »

— Sigrid Forberg

Times & Transcript de Moncton

Pendant la fusillade à Moncton et au cours des jours qui ont précédé et suivi les funérailles, la GRC au Nouveau-Brunswick a entretenu la communication avec la population, diffusant continuellement de l'information sur les médias sociaux et suivant les échanges en ligne.

#MONCTON

MISER SUR LES MÉDIAS SOCIAUX POUR JOINDRE LA POPULATION EN SITUATION DE CRISE

par Deidre Seiden

Le 4 juin 2014, à 19 h 20 à Moncton (N.-B.), le Détachement régional de Codiac de la GRC a reçu un appel au sujet d'un homme armé, en attirail de camouflage, déambulant dans un quartier résidentiel. C'était le début d'une crise qui a entraîné un confinement de 30 heures pendant que la police cherchait l'homme qui avait tué trois agents de la GRC et en avait blessé deux autres.

Immédiatement, le public s'est tourné vers les médias sociaux Twitter et Facebook. Certains décrivaient la course des véhicules de police dans leur rue, d'autres publiaient la photo d'un suspect encore inconnu en habit de camouflage armé de deux carabines, et une femme a diffusé une vidéo de la fusillade filmée de l'intérieur de sa maison.

C'est par un média social que le conseiller en stratégie de communication de la GRC Alex Vass a d'abord entendu parler de la fusillade.

COMMUNICATIONS CIBLÉES

M. Vass a appelé au bureau et, après avoir déposé sa fille chez des amis, il est rentré au Détachement de Codiac peu avant 21 heures.

Déjà, les médias sociaux s'emballaient et des rumeurs circulaient. M. Vass et l'équipe des Communications ont vite compris que la GRC devait informer la population de la situation.

« Nous avions une idée de ce à quoi nous avions affaire, mais tout ce que nous avions en tête à ce moment-là, c'est qu'il y avait un tireur en liberté dans un secteur résidentiel et qu'il fallait surtout que les gens restent à l'intérieur et évitent le secteur », se souvient M. Vass.

Les médias traditionnels ne constituaient pas la meilleure option pour diffuser la nouvelle. À la télévision locale, on était entre deux bulletins de nouvelles, la radio locale n'était pas en direct et le journal local exigeait un péage, tout le monde n'avait donc pas accès à sa version numérique.

« Les médias sociaux se sont imposés d'eux-mêmes, soutient M. Vass. Ils nous permettaient de rejoindre les citoyens directement. »

Ces outils ont permis à l'équipe des Communications non seulement de diffuser facilement et rapidement son message, mais de le contrôler aussi.

APAISER LA TENSION

Avec les yeux du monde braqués sur Moncton, il importait de diffuser rapidement des messages justes qui disaient quelque chose.

L'équipe a formulé ses messages pour inciter les gens à agir, leur demandant, par exemple, de rester à l'intérieur et d'allumer les lumières extérieures.

Le premier gazouillis a été diffusé environ deux heures après le premier appel. Il a été suivi d'un nouveau message aux demi-heures à peu près, pendant les 12 heures suivantes.

« Toute la nuit, nous avions des choses à communiquer, explique Paul Greene, directeur des Communications de la GRC au Nouveau-Brunswick. Nous voulions, par exemple, diffuser une carte du secteur visé par le confinement. À ceux qui restaient dans ce secteur, il fallait dire de rester à l'intérieur et de ne pas ouvrir la porte. »

Chaque gazouillis et message Facebook était nouveau — même quand les renseignements ne l'étaient pas. L'idée de diffuser des messages nouveaux était de rassurer les gens terrés dans leur sous-sol, ce qui était le cas de beaucoup de familles. La GRC était là, avec eux.

« Ça semblait rassurer la population, a observé M. Greene. Ça a aussi mis fin aux rumeurs dans les médias sociaux. Les gens consultaient notre site. À ceux qui disaient autre chose, nos lecteurs répondaient "Minute, ce n'est pas ce que dit la GRC". Et ils envoyaient notre lien. Nous étions LA source d'information crédible. »

DÉCISIONS DÉLICATES

Dans les heures qui ont suivi la fusillade, tous les messages diffusés faisaient l'objet d'une coordination entre l'équipe des Communications, soit M. Vass et l'agent des Relations avec les médias, le gend. Damien Thériault sur place à Moncton et M. Greene au quartier général à Fredericton, et l'insp. Dave Vautour.

L'insp. Vautour a agi comme commandant des interventions dans les premières heures et c'est donc lui qui devait déléguer et prendre des décisions. À intervalles, M. Vass lui demandait ce qu'il fallait diffuser.

« Ça dépassait l'imagination. On a été inondé d'appels, de messages texte, de gens qui débarquaient, qui se présentaient, ça venait de partout », se rappelle l'insp. Vautour.

Au fil des heures, l'équipe a dû prendre des décisions délicates sur l'information à rendre publique. Les deux décisions les plus difficiles qu'a dues prendre l'insp. Vautour ont été d'identifier le tireur ou pas, et de confirmer ou non le nombre de membres tués et blessés.

L'insp. Vautour a compté sur M. Vass et sur l'expertise de l'équipe. En fin de compte, on a décidé de rendre publics ces deux éléments d'information.

« J'étais conscient de prendre un risque, mais je savais que c'était ce qu'il fallait faire, déclare l'insp. Vautour. Divulguer l'information m'exposait à des poursuites, mais ne pas le faire exposait la population, alors, à choisir entre les deux, j'ai préféré assurer la protection de la population. C'est de cette façon que j'en suis venu à prendre ma décision. »

Les décisions sur ce qu'on allait diffuser n'ont pas toutes été difficiles. On a misé sur la sécurité du public et des policiers. Quand la GRC a vu sur les médias sociaux que des gens signalaient les déplacements des policiers, elle leur a demandé de ne pas le faire, en expliquant qu'ils les exposaient à des dangers. On ne savait pas si le suspect suivait les médias sociaux.

Quand un citoyen a demandé à la GRC sur Facebook s'il serait utile d'allumer les lumières extérieures, le gend. Thériault a jugé que cela favoriserait l'opération, et cette demande a été répétée régulièrement dans ses messages – et le public et les médias l'ont relayée.

Les gens comptaient sur la GRC pour diffuser l'information, refusant de croire ce qu'ils entendaient ailleurs tant que la GRC ne l'aurait pas confirmé.

Daniel St Louis

SOURCE D'INFORMATION CRÉDIBLE

Le détachement recevait des centaines d'appels de médias de partout dans le monde. Le temps d'écouter le message d'un journaliste, dix autres avaient été enregistrés. Les médias ont relayé les messages que la GRC diffusait sur les médias sociaux, reproduisant dans leurs sites Web et dans leurs reportages des saisies d'écran des gazouillis de la GRC.

« Nous étions une toute petite équipe au cœur d'une crise, rappelle M. Greene. C'était la meilleure façon de faire connaître l'information. »

À peine quelques entrevues ont été données pendant la crise, et elles ont été choisies stratégiquement pour rejoindre les résidents de Moncton afin de les informer de la situation.

Les gens comptaient sur la GRC pour diffuser l'information, refusant de croire ce qu'ils entendaient ailleurs tant que la GRC ne l'aurait pas confirmé.

« Quand enfin le tireur a été arrêté et que la nouvelle s'est répandue dans les médias sociaux, plusieurs personnes ont attendu que la GRC l'annonce officiellement pour y croire, » indique M. Vass.

Tout au long du confinement et des jours qui ont précédé et suivi les funérailles, la GRC au Nouveau-Brunswick a maintenu la communication ouverte, diffusant de l'information sur les médias sociaux et suivant les échanges en ligne. Cela lui a permis de répondre aux questions de la population et des médias.

Après les funérailles, la boîte courriel a été inondée de questions et de demandes d'entrevues concernant Danny, le chien policier. Il a touché les gens quand, aux funérailles, il s'est dressé sur ses pattes arrière pour flairer le chapeau de son maître, le gend. Dave Ross.

L'équipe des Communications a donc rédigé un communiqué de presse sur ce qui attendait Danny. On lui a rendu visite et on l'a filmé en train de jouer dans un ruisseau. La vidéo a été versée sur YouTube avec un lien au communiqué de presse. La vidéo a été vue plus de 100 000 fois. On a pu diffuser ainsi l'information sans accorder d'entrevues traditionnelles.

ATTIRER DES ABONNÉS

L'utilisation efficace des médias sociaux n'était pas le fruit du hasard pour l'équipe. Depuis 2010, elle avait un plan en place.

« Depuis notre arrivée sur les médias so-

LANCEMENT D'UN NOUVEL OUTIL DE TÉLÉVERSEMENT DE VIDÉOS POUR LES ENQUÊTEURS

Pour la première fois à la GRC, les enquêteurs sur les fusillades du 4 juin à Moncton ont utilisé un outil en ligne permettant aux citoyens de téléverser anonymement des images et des vidéos liés à l'affaire dans un site Web protégé de la GRC.

Au moment de sonder le voisinage pour obtenir des vidéos et des images, les enquêteurs se sont rapidement rendu compte que les gens hésitaient à remettre leur téléphone mobile et leur ordinateur portatif à la police. Ils croyaient devoir renoncer à leur dispositif pour une période prolongée et certains craignaient pour l'intégrité de leurs renseignements personnels.

« Nous avons pensé qu'avec un tel outil, le public serait moins réticent à communiquer des images en ligne, explique le serg. Mark Janes, chef de l'équipe des enquêteurs. Nous estimions ne pas obtenir toutes les informations et que nous pourrions en recueillir davantage avec un instrument de ce genre. »

L'équipe a transmis une demande d'assistance technique, et le groupe des nouveaux médias des Services nationaux de communication de la GRC, le dirigeant principal de l'Information et Services partagés Canada ont collaboré en vue de concevoir un outil de téléversement de vidéos, une application Web connectée à un serveur exclusif aux fins de saisie de données. Il a fallu un peu moins d'une semaine pour lancer l'outil auprès du public.

L'équipe des communications au Nouveau-Brunswick a ensuite fait l'annonce de l'outil dans les médias sociaux et par l'intermédiaire d'un communiqué.

Bien qu'il ait été mis à la disposition du public, cet outil ne devrait être invoqué que pour les enquêtes spéciales, explique le serg. Janes. « Une fois que nous nous sommes engagés, nous devons avoir les capacités de traiter le volume d'informations qui seront transmises. »

Toutes les données saisies par la GRC doivent être observées, organisées, consultables et indexées. Dans le cas des fusillades de Moncton, on a reçu plus de 26 500 vidéos et images recueillies par tous les modes. Il a fallu plus de quatre mois à une équipe multimédia pour dépouiller toutes les données recueillies.

— Deidre Seiden

ciaux, nous avons voulu nous en servir pour aider à prévenir et à résoudre des crimes, reconnaît M. Greene. Tel a toujours été notre but. En fait, c'est l'objectif ultime de nos communications. »

Lauri Stevens, une experte en médias sociaux spécialisée en application de la loi, juge que l'équipe des Communications a bien compris ce qu'elle devait faire.

« Le plus beau, c'est que c'était très simple, observe-t-elle. Ça n'avait rien de compliqué, ça ne demandait pas de connaissances pointues. C'était très simple et extrêmement efficace. »

Ce qui n'est pas toujours facile en milieu policier, reconnaît-elle. Assez souvent, la police pense à l'opération sans tenir compte de la dimension communication qu'elle appelle. Étant donné l'engouement du public pour les médias sociaux, l'issue de l'opération policière peut s'y jouer, dans un sens comme dans l'autre.

« À mon avis, les gens des Communications et les enquêteurs vont devoir se rapprocher et travailler main dans la main, estime M^me^ Stevens. C'est ce qu'on a vu pendant cette dizaine de jours. L'équipe des Communications savait ce que les policiers faisaient sur le terrain, et, ensemble, ils ont collaboré pour accroître la sécurité des gens sur place. »

Avant l'incident, les comptes Twitter et Facebook de la GRC au Nouveau-Brunswick avaient 8 000 et 10 000 abonnés respectivement.

« D'année en année, nous gagnions des abonnés, indique M. Greene. La progression était soutenue et nous savions que si un jour nous devions nous en servir, nous devrions pouvoir mobiliser ce public rapidement, immédiatement. C'est ce qui s'est produit le 4 juin. »

Au lendemain de la fusillade, le nombre d'abonnés au compte Twitter atteignait 56 000 et au compte Facebook, 28 000.

Steve Ladurantaye, chef des Partenariats gouvernementaux chez Twitter Canada, avait le compte à l'œil. Selon lui, les gens suivaient le compte GRC N.-B. parce que c'était leur principale source d'information.

« Ils savaient qu'ils auraient de la police des renseignements instantanés, non filtrés. Ils avaient confiance que c'est ce que la police leur fournirait, croit M. Ladurantaye. Beaucoup de gazouillis ont été relayés, signe que les gens disséminaient l'information pour que les abonnés de leurs propres réseaux sachent ce qui se passait autour d'eux. »

L'exercice a pris une tournure plus proactive, selon M. Ladurantaye, quand les gens ont voulu aider la police autant qu'ils le pouvaient et qu'ils en suivaient les instructions.

SÉCURITÉ AVANT TOUT

Sachant que trois des leurs étaient morts, que deux avaient été blessés et que le tireur était toujours au large, les policiers auraient pu se laisser submerger par les émotions. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit.

« On met ça de côté, on se rappelle que notre travail est d'assurer la sécurité de la population et de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'autres blessés, explique M. Greene. Même aux Communications, nous savions que nous devions contribuer à ce mandat. Je crois que nous l'avons fait efficacement. »

L'équipe des Communications a été récompensée à l'international par des pairs du milieu policier et des communications, méritant le prix ConnectedCops pour la gestion d'un événement sur les médias sociaux. L'équipe a fait ce qu'elle avait à faire dans des circonstances tragiques – selon M. Vass, ce mandat ne leur a jamais échappé.

« Nous avons utilisé les médias sociaux pour informer la population, pour qu'elle sache ce qui se passait, et cela nous a valu la reconnaissance de nos pairs. C'est pour moi la confirmation que nous avons fait les bonnes choses, au bon moment, pour les bonnes raisons », conclut M. Vass. ■

GAGNER SUR L'ADVERSITÉ

COMMENT SAVOIR SI VOUS ÊTES TAILLÉ POUR LE COURS DU GTI

par Deidre Seiden

Le gend. Dennis Silliker aspire depuis toujours au programme du GTI. Dans les quelques semaines qu'il lui reste avant le camp de sélection du Groupe tactique d'intervention de la Division nationale (GTIDN), il fait tout ce qu'il peut pour s'y préparer, ce qui n'est pas facile parce qu'il ne sait pas ce qui l'y attend.

« Je m'attends à travailler jusqu'à l'épuisement, au point où ils vont voir ma vraie personnalité et si, par défaut, je suis un gars d'équipe ou un solitaire », confie le gend. Silliker.

Tout ce que savent les 16 aspirants invités au camp de sélection, c'est qu'ils doivent s'attendre à de longues journées de travail et à des conditions de vie difficiles.

À ceux qui trouvent étrange de ne pas avertir les candidats de ce qui les attend au camp, l'insp. Rob Currie, off. resp. du GTIDN, répond que c'est, en fait, intentionnel.

« Il y a un stress qui vient naturellement avec le fait de ne pas savoir ce qu'on va devoir faire, explique-t-il. Ça durera tout le camp. Les aspirants ne savent pas ce qui s'en vient. Ils ne savent pas quand ils vont pouvoir dormir. Ils ne savent pas combien de temps dureront leurs tâches. »

MISSIO PRIMUS

La rigueur du processus de sélection a sa raison d'être.

L'équipe intervient et résout des incidents qui requièrent des capacités d'intervention supérieures à celles des policiers moyens, en raison du risque accru de violence.

Ils doivent être prêts à se faire réveiller au milieu de la nuit et à partir sans préavis, à travailler pendant des jours d'affilée sans avoir dormi beaucoup, à marcher pendant des heures et à être confinés dans des espaces clos pendant des jours et des semaines, souvent dans des situations de danger. Et ils doivent être prêts à remplir la mission, quelles que soient les conditions.

Le GTIDN a cette particularité : il peut être appelé à travailler n'importe où dans le monde — une addition récente à son mandat — au soutien des missions de protection et d'opérations extraterritoriales.

« Notre devise est "*missio primus*" – la mission avant tout, précise l'insp. Currie. Il nous faut des gens qui n'ont pas besoin de longs discours. Ils savent que leur travail, c'est de faire de la mission un succès. Si on leur demande de faire quelque chose, ils vont remplir la mission coûte que coûte. »

FORCE MENTALE

Ça paraît simple, mais quand votre réservoir est presque vide, c'est une autre histoire.

Le camp de sélection est la première étape pour trouver ceux qui réussiront dans les pires conditions.

Le Cours sur les fonctions d'assaut du GTI, une formation intensive de huit semaines, ne se donne qu'une fois par année, alors il faut s'assurer d'y envoyer la bonne personne.

L'insp. Currie a confiance dans le camp. La personne qui réussira le camp s'en sortira très bien au cours du GTI — comme le gend. Clark Aitken. Il était le premier choix au terme du dernier camp de sélection, et il était parmi les meilleurs au cours du GTI.

Le gend. Aitken en a apprécié chaque minute. Il est prêt à être muté à l'équipe.

« Ce sont huit semaines longues et éprouvantes, reconnaît-il. D'avoir fait le camp de sélection m'y a certainement mieux préparé mentalement. »

Le camp de sélection sert à juger de la condition physique de la personne, de sa capacité à s'adapter au stress, à suivre des instructions et à se rappeler d'éléments d'information. Il sert aussi à révéler ses phobies et la force de sa volonté.

Toutes les tâches et tous les exercices qu'on fait faire aux aspirants sont réalisables, affirme le gend. André Gallant, membre du GTIDN qui a coordonné le camp. Il le sait parce que tout y est inspiré d'opérations réelles.

« Les candidats en apprennent beaucoup sur eux-mêmes, croit le gend. Gallant. Pour notre part, on voit sans l'ombre d'un doute si la personne peut s'adapter ou non à diverses conditions. »

S'il ne sait pas à quoi s'attendre au camp, le gend. Silliker travaille à tout ce qui dépend de lui, comme sa forme physique. Il ne peut pas savoir comment il réussira au camp, mais sa détermination n'échappera à personne — il ne connaît pas le mot « abandonner ».

« Suis-je prêt? Oui, je le suis. Parce que j'ai décidé déjà que je n'abandonnerai pour rien au monde », conclut-il.

Il faut savoir s'adapter à des milieux inconnus, lire une carte et exploiter la radio pour mener à terme une mission comme celle-ci dans un camp de réfugiés. Ce sont de telles compétences, et d'autres encore, qu'on cherche au camp de sélection du GTI de la Division nationale.

Groupe tactique d'intervention de la Division nationale, GRC

AMBULANCIERS PARAMÉDICAUX
À L'APPUI DES GROUPES TACTIQUES SUR LE TERRAIN

par Deidre Seiden

Shawn Pranger est un des 24 ambulanciers paramédicaux en soins avancés des Services tactiques d'aide médicale d'urgence (STAMU) de la Police provinciale de l'Ontario (OPP).

Son rôle consiste à traiter les blessés sur les lieux de situations d'urgence à risque élevé, comme la présence d'un tireur fou, aux côtés des membres du groupe tactique de l'OPP.

« S'il y a une intervention pour maîtriser un tireur fou dans un immeuble résidentiel, nous sommes juste derrière les policiers qui y entrent, explique M. Pranger. Si quelqu'un est blessé, nous sommes là pour intervenir immédiatement. »

OPP

Les Services tactiques d'aide médicale d'urgence de l'OPP montrent comment les soins médicaux sont prodigués à l'intérieur du périmètre d'un incident à risque élevé.

AMBULANCIERS PARAMÉDICAUX TACTIQUES

L'équipe des STAMU est composée d'experts en soins préhospitaliers. Chaque membre est un ambulancier paramédical à temps plein d'un service médical d'urgence de l'Ontario qui exerce ses compétences cinq jours par semaine et qui travaille pour l'OPP pendant ses jours de congé.

Selon Andrew Reed, Ph. D., qui dirige le programme des STAMU, l'OPP doit avoir ses propres ambulanciers paramédicaux.

« Il peut être trop dangereux pour des SMU locaux d'entrer dans le périmètre d'une situation d'urgence avec nous, déclare M. Reed. Grâce aux STAMU, nous pouvons prodiguer des soins médicaux à des endroits où les SMU réguliers ne le peuvent pas. »

Les membres des STAMU ont reçu une formation tactique avancée pour appuyer les équipes tactiques de l'OPP comme l'Unité tactique et de secours, le Groupe tactique d'intervention, l'Unité de recherche et de sauvetage en milieu urbain, l'Unité d'intervention en cas d'incident chimique, biologique, radiologique ou nucléaire et les groupes du maintien de l'ordre public lors d'interventions à risque élevé.

La sécurité des membres des STAMU est capitale. « Chaque fois qu'ils sont déployés dans un milieu hostile à la recherche d'un suspect et qu'ils doivent prêter assistance à quelqu'un, ils sont protégés par des agents tactiques » , précise M. Reed.

DES MEMBRES DÛMENT FORMÉS

L'approche adoptée par la GRC à l'égard de ses groupes des interventions médicales d'urgence (GIMU) est légèrement différente. L'OPP donne une formation policière aux ambulanciers paramédicaux tandis que la GRC offre une formation supplémentaire en intervention tactique et médicale d'urgence à ses policiers possédant une expérience médicale.

Tout comme les ambulanciers paramédicaux en soins avancés de l'OPP, les membres des GIMU sont formés pour traiter des blessures potentiellement mortelles comme des blessures par balle. Ils sont équipés de garrots et de pansements hémostatiques pour stopper une hémorragie majeure.

Ils sont aussi formés pour prêter assistance lors d'urgences médicales comme une urgence respiratoire, l'hyperthermie ou l'hypothermie, les brûlures ou un choc anaphylactique et pour prodiguer des soins avancés aux policiers blessés.

Selon la serg. Wendy Smith, coordonnatrice nationale des GIMU, c'est un atout considérable de pouvoir compter sur des policiers ayant une formation médicale.

« Nos membres travaillent régulièrement dans des environnements dangereux, déclare la serg. Smith. Ils sont habitués à penser à leur sécurité et ils ont la formation et les outils pour se protéger. »

Les STAMU et les GIMU interviennent lors de prises d'otages, d'opérations de recherche et de sauvetage et de manifestations ou pour maîtriser un tireur fou ou exécuter des mandats à haut risque. « Ils interviennent lors de situations à risque élevé potentielles ou connues » , dit-elle.

UN APPUI INDÉFECTIBLE

Le fait pour les membres des groupes tactiques de la GRC et de l'OPP de savoir qu'ils peuvent compter sur des soins médicaux leur enlève une partie du stress associé à la situation.

« Les soins médicaux offerts et la présence d'ambulanciers paramédicaux rassurent les membres, mentionne M. Reed. Ils sont prêts à enfoncer une porte même s'il y a une personne armée de l'autre côté parce qu'ils savent que quelqu'un pourra les aider si un problème survient. »

Le serg. John Welcher, membre du GTI du Nouveau-Brunswick, affirme que la présence d'un GIMU est essentielle. « Les membres des GIMU sont aussi importants que les membres des GTI. C'est en faisant appel à leurs services que nous avons compris leur importance. »

Peu importe l'approche adoptée, la serg. Smith et M. Reed conviennent que les soins médicaux sont essentiels dans une zone à risque élevé.

« Il est beaucoup plus utile d'avoir un GIMU sur place que des SMU à trois ou quatre coins de rue de l'incident. Les policiers peuvent rester concentrés sur la tâche pendant que les membres des GIMU traitent les blessés, explique la serg. Smith. Selon la blessure, une hémorragie majeure par exemple, de deux à quatre minutes peuvent faire la différence entre la vie et la mort. » ■

COMMENT LES POLICIERS PEUVENT-ILS SE REMETTRE LE MIEUX D'UNE SITUATION DE CRISE OU D'UN DÉSASTRE?

LES SPÉCIALISTES

- **Barbara J. Schmalz, Ph.D., psychologue agréée, psychologue divisionnaire de la GRC, Calgary (Alberta)**
- **Juha Järvelin, Ph.D., gestionnaire de programme, Programme de colloques de la police finlandaise sur les suites d'un incident critique**
- **S.é.-m. Roberta McKale, sous-officière conseillère du District de l'est de l'Alberta, GRC**

GRC

Il est crucial que les membres personnellement touchés par des catastrophes naturelles, comme l'incendie de Slave Lake en 2011, aient recours aux services de soutien aux victimes.

Les services de police planifient minutieusement leurs interventions et entraînent leurs membres pour être prêts à faire face à un incident grave, que ce soit une fusillade causée par un tireur fou, un attentat terroriste ou une catastrophe naturelle. Mais dans quelle mesure les policiers arrivent-ils à se remettre de ces incidents épuisants tant physiquement que mentalement? Nous avons demandé à notre groupe d'experts quelle était la meilleure façon pour une organisation, un détachement ou une personne de se remettre au lendemain d'une crise.

BARBARA J. SCHMALZ, PH.D.

Une panoplie d'incidents entraînent des réactions chez les policiers, individuellement et collectivement. Les émotions fortes sont courantes chez les policiers, mais les crises importantes peuvent avoir des effets intenses et insoupçonnés.

Bien qu'ils soient endurcis sur les plans fonctionnel et mental, les policiers sont fondamentalement des humains qui vivent et ont vécu des choses dans leur vie personnelle et qui peuvent être empathiques sous leur armure.

La récupération après une crise policière grave ou de grande ampleur commence par une prise de conscience : soyez à l'écoute de vos émotions, écoutez quand on vous dit à quoi vous attendre et sachez que votre réaction est normale, même pour un policier formé qui est fort dans l'adversité.

Concentrez-vous d'abord sur vos besoins physiques fondamentaux : mangez, buvez, faites de l'exercice et dormez, lorsque c'est possible. Ne vous attendez pas à fonctionner à plein régime. Revoyez vos attentes à la baisse.

L'intensité d'une situation de crise et la forte émotion qui s'en suit entraîneront plus tard un épuisement physique. Une décharge d'adrénaline provoque des vagues d'émotions, que ce soit la peur, la colère ou une profonde tristesse. Il est important que les policiers subissent moins de pression, que cette pression provienne de leur employeur ou d'eux-mêmes.

Le recours à un réseau de soutien (collègues, proches ou pairs) peut être une bouée de sauvetage pour de nombreux membres. Comme les policiers, leurs proches devront savoir à quoi s'attendre dans les jours, les semaines, les mois, voire les années suivant la crise.

Il est ressourçant de passer du temps avec des gens qui n'ont pas vécu directement la crise, mais vos proches devront comprendre ce que vous pourriez vivre. Il est souvent important que les proches reçoivent de l'aide pour réduire l'incidence des réactions secondaires chez les policiers.

Le soutien de l'organisation est important pour la santé au travail, le moral, le rendement et la satisfaction du policier. Pouvant prendre la forme de séances de verbalisation suivant un incident critique ou d'autres ressources, ce soutien est souvent l'élément positif qui ressort de la situation et dont les policiers se souviennent longtemps après l'incident. Il peut être fondamental pour redonner aux policiers la force morale et la motivation de reprendre leur carrière.

Toute crise aura des effets à long terme à plusieurs égards. Elle aura des répercussions sur les familles (blessures ou décès dans l'exercice des fonctions), les collectivités (inondation, incendie), puis les policiers retourneront sur le terrain. Souvent, ils auront du temps pour récupérer à court terme, mais la terre continuera de tourner et d'autres incidents majeurs risqueront de se produire.

Les policiers qui récupéreront le mieux après une situation de crise sont ceux qui sont en bonne santé mentale et en bonne forme physique et qui mènent une vie équilibrée et satisfaisante. Pour les autres, les répercussions seront plus importantes et la récupération prendra plus de temps.

Les situations de crise portent souvent un message clair : cultivez tous les aspects de votre vie, y compris les relations que vous entretenez avec les gens qui vous entourent, recherchez l'équilibre et vous serez mieux préparé à faire face au prochain incident majeur qui se produira.

JUHA JÄRVELIN, PH.D.

La police finlandaise a tiré d'importantes leçons de la fusillade qui a fait onze victimes à Kauhajoki le 23 septembre 2008.

Qu'avons-nous appris?

D'abord, nous avons appris qu'il faut tenir des séances de retour au calme et de verbalisation après un incident majeur. Ces séances ont suffi à la plupart des policiers pour les aider à se remettre, mais d'autres ont eu besoin de soutien psychosocial.

À la suite d'incidents graves, nous devons nous assurer que tout le monde va bien. On ne doit pas laisser un policier retourner chez lui si personne ne l'y attend car il y a de fortes chances qu'il soit, plus tard, aux prises avec de graves problèmes ou un grand stress. De plus, on pourrait ne pas remarquer les signes du trouble de stress post-traumatique.

Au sein de la police finlandaise, les séances de retour au calme et de verbalisation sont obligatoires pour les policiers. Ainsi, tous les policiers y assistent sans que cela soit perçu comme un signe de faiblesse.

Après la fusillade à Kauhajoki, le soutien par les pairs et les discussions individuelles entre pairs ont été les formes de soutien les plus efficaces pour nos policiers. Nous avons donc amorcé l'élaboration d'un modèle de gestion du stress à la suite d'un incident critique et d'un programme de soutien par les pairs.

En Finlande, des pairs participent aux séances de retour au calme et de verbalisation ainsi qu'aux discussions individuelles. Lorsque cela ne suffit pas, nous avons recours à des professionnels de la santé mentale formés pour répondre aux besoins des policiers. Ces spécialistes comprennent l'essentiel du travail policier et la façon de penser et d'agir d'un agent chargé de l'application de la loi.

Nous avons lancé le Programme de colloques sur les suites d'un incident critique en 2012. Auparavant, nous n'avions rien à offrir au-delà des séances de verbalisation. Le Programme est inspiré des modèles de soutien aux policiers du FBI et de la Caroline du Sud. Tous les policiers qui ont fait partie du groupe d'action à Kauhajoki ont pris part au programme, qui a donné de très bons résultats.

Pour résumer, le modèle finlandais garantit qu'on s'occupe des premiers intervenants à la suite d'une crise. On revient au calme le jour même, on verbalise dans les 24 à 72 heures suivantes et on offre ensuite le soutien (individuel) par les pairs et, au besoin, le soutien de psychologues qui comprennent le travail des policiers. Les colloques ont lieu six mois après l'incident.

Toute organisation qui fait preuve de leadership doit prendre des mesures importantes en prévision des situations de crise. Le but premier est de s'occuper du personnel et de s'assurer qu'il est apte à travailler. Il ne faut pas oublier que ces mesures de santé mentale et de protection permettent également d'économiser.

De plus, un coordonnateur externe devrait faciliter la prise de mesures après un incident et s'assurer que toutes les personnes qui sont intervenues reçoivent l'aide dont elles ont besoin.

S.É.-M. ROBERTA MCKALE

Voici quelques conseils que j'ai tirés de mon expérience de soutien aux membres après l'incendie de Slave Lake en 2011 et les inondations à High River en 2013.

À Slave Lake, l'équipe des Services aux victimes, comme l'ensemble des citoyens, a été évacuée et dirigée vers des centres d'enregistrement. Ensuite, il a été difficile de rendre ces services accessibles aux membres, à leur famille et aux membres de la communauté. Leçon apprise : il aurait fallu mettre les services aux victimes en place dès le début du désastre. Ce groupe, qui collabore avec le détachement, réunit des bénévoles qui peuvent fournir de l'information et du soutien.

Lors des inondations à High River, le groupe du bien-être des membres s'est immédiatement assuré du concours des Services aux victimes pour soutenir les membres et leur famille et a ensuite planifié l'intervention à long terme dans la collectivité. Une fois la structure de soutien en place, le groupe a assuré la liaison avec les Services aux victimes et la Croix-Rouge, ce qui a permis un bon échange d'information et l'utilisation des services de soutien en place.

Dans les communautés, les membres et leur famille sont perçus comme des modèles. En plus d'intervenir en cas de désastre, les membres doivent ensuite gérer les conséquences du désastre dans la communauté.

Il peut être stressant de ne pas pouvoir compter sur les services de certains membres dans un détachement, mais il est essentiel que les membres prennent le temps de se remettre. Il faut donc, d'une part, que les Services de santé offrent du soutien psychologique et, d'autre part, que les dirigeants surveillent l'équipe.

De nature, les membres voudront donner un coup de main dans la communauté. Mais les réactions négatives des citoyens peuvent aggraver les émotions négatives des membres. J'ai d'ailleurs vu un citoyen à la réception du détachement à Slave Lake crier à un membre qu'il ne pouvait pas comprendre le stress causé par la perte de sa maison alors que ce membre avait lui aussi perdu sa maison. Le membre a gardé son calme et son professionnalisme, mais de tels incidents font sentir leurs effets avec le temps.

Lorsque des services sont à la disposition des policiers, il faut y avoir recours. Par exemple, en cas de désastre où la Croix-Rouge intervient, les policiers comme tous les membres de la communauté peuvent s'inscrire pour recevoir du soutien, que ce soit des services, de l'information ou de la formation conçue précisément pour se remettre d'une catastrophe.

Après l'incendie à Slave Lake, la Croix-Rouge et les Services aux victimes ont offert un soutien spécialisé aux familles des membres du détachement. On leur a transmis de l'information cruciale pour leur permettre de se remettre et on leur a donné accès à des cours et à des indemnités pendant plusieurs mois après l'incident.

Je sais, pour l'avoir constaté, que les membres ne demandent pas spontanément de l'aide. Il peut être stressant de devoir discuter de ses difficultés, mais de telles conversations libres avec des personnes qui se soucient de leur bien-être et l'accès à de nombreux programmes internes peuvent réellement aider les membres à se remettre. ■

À QUOI TIENT LA FORCE DE BOSTON?

LEÇONS TIRÉES PAR LA POLICE SUITE À L'ATTENTAT DU MARATHON

par Herman B. Leonard, Christine M. Cole et Arnold M. Howitt, Kennedy School of Government, Université Harvard, Boston

À 2 h 49, lors de la fête des Patriotes à Boston, le 15 avril 2013, des centaines de coureurs étaient sur le point de terminer le marathon en environ quatre heures et des milliers d'autres encore dans la course prévoyaient achever le parcours au cours des deux prochaines heures.

Les coureurs d'élite – qui avaient amorcé le marathon plus tôt à un rythme plus rapide – avaient quitté le secteur du fil d'arrivée depuis près de trois heures déjà. Les vainqueurs avaient déjà été couronnés, et de nombreux fonctionnaires et personnes de marque s'étaient aussi éloignés de l'arrivée.

Le marathon est une vaste célébration populaire attirant plus de 20 000 coureurs et des dizaines de milliers de spectateurs le long du parcours de 42,2 kilomètres (26 milles) de Hopkinton – localité rurale en périphérie de Boston – jusqu'au fil d'arrivée près du centre-ville. S'il restait encore de nombreux spectateurs attendant les concurrents toujours dans la course, la foule avait commencé à se disperser et il y avait peu de gens encore dans les gradins bordant un côté de la rue juste avant l'arrivée.

Nombre des responsables des organisations liées au monde de la course ou chargées d'assurer la protection de l'événement avaient quitté pour s'occuper d'autres activités. Les responsables de l'événement, toutefois, étaient toujours sur les lieux ou dans les centres de commandement d'où ils pouvaient suivre le déroulement du reste de la course.

Dans la minute qui a suivi, à un intervalle de 12 secondes et de 183 verges, deux engins explosifs artisanaux de faible puissance dans des autocuiseurs remplis de clous et de billes d'acier ont détonné à quelques pas du fil d'arrivée. Trois personnes sont mortes sur le coup; plus de 260 autres, certaines grièvement blessées (certaines qui ont perdu un membre) allaient devoir être hospitalisées.

Dans les cent heures qui ont suivi, diverses difficultés se sont posées aux services de compétences diverses qui allaient déployer et coordonner leurs effectifs. Si certains aspects de l'intervention auraient pu être améliorés, la plupart des observateurs s'entendent pour dire qu'en général, les forces de l'ordre ont réagi avec efficacité. Comme on l'a dit à maintes reprises, à quoi tient la force de Boston? Quelles leçons les corps policiers d'autres territoires peuvent ils en tirer?

UNE INTERVENTION COORDONNÉE

Des situations de crise comme l'attentat du marathon nécessitent la mobilisation et la coordination d'un éventail de capacités qu'aucun organisme ne possède à lui seul.

La réponse à la question de savoir comment les forces de l'ordre ont mis en œuvre une intervention efficace tient à deux éléments : d'abord, la façon dont elles ont coordonné leurs initiatives au fil des événements; ensuite, les mesures de préparation dans les jours, les semaines, les mois et les années précédant l'événement qui leur ont permis de coordonner leur intervention au moment voulu.

L'attentat à la bombe a posé au moins cinq difficultés qui ont nécessité l'intervention des forces de l'ordre dans les quatre jours qui ont suivi :

1. La gestion des conséquences immédiates de l'attentat : assistance aux survivants, établissement d'un périmètre de sécurité autour du lieu de l'attentat afin d'en restreindre l'accès au seul personnel d'assistance médicale;

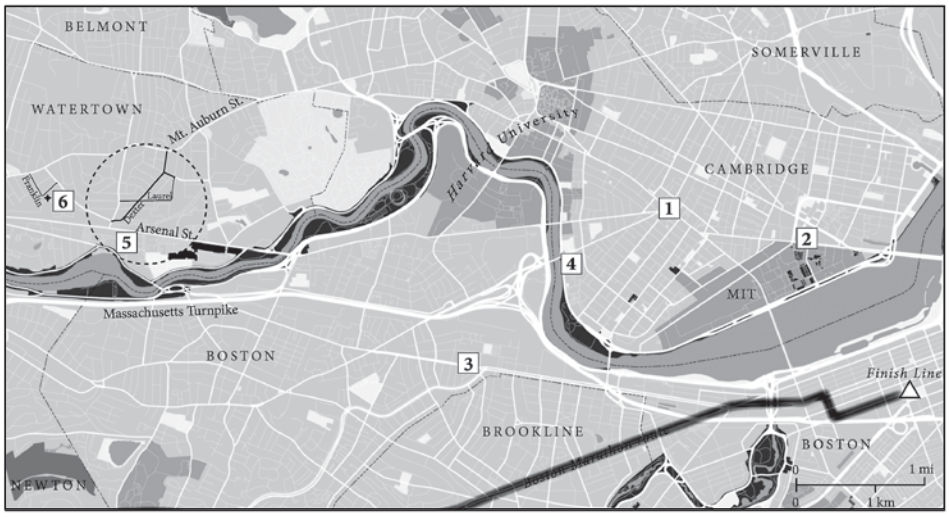
2. Protection de l'accès aux hôpitaux où les survivants ont été emmenés ainsi qu'à d'autres infrastructures et installations essentielles pouvant être la cible d'attentats subséquents;

3. Établissement d'un périmètre de sécurité autour des lieux, prélèvement d'éléments de preuve et enquête;

4. Planification et prestation du soutien voulu pour une visite du Président et de la Première Dame à Boston pour organiser un service commémoratif et des visites aux hôpitaux locaux en vue de parler avec les survivants et leur famille, et les réconforter;

5. Appréhension et mise en détention des deux suspects après qu'ils aient été trouvés à l'aide du localisateur de la voiture qu'ils avaient détournée.

Les chiffres encadrés indiquent le lieu approximatif de la série d'événements qui ont débuté vers la fin du jeudi 18 avril 2013 et se sont poursuivis le vendredi 19 avril, jusqu'à la capture de Dzhokhar Tsarnaev, le vendredi soir.



1. cambriolage du dépanneur 7-11 à Central Square
2. agent du MIT abattu
3. VUS Mercedes Benz détourné par les suspects
4. propriétaire du VUS échappant aux suspects
5. secteur de la fusillade et des recherches pour localiser Dzhokhar Tsarnaev
6. appréhension de Dzhokhar Tsarnaev

Scott Walker, programme de leadership en situation de crise, Kennedy School, Université Harvard

Darren McCollester, Getty Images

Le gouverneur du Massachusetts, Deval Patrick, aux côtés de membres de la police de Boston et du FBI, s'adresse aux médias peu après l'attentat du marathon, le 15 avril 2013.

Les trois premières mesures ont été prises naturellement après l'attentat. Elles reposent sur les capacités (les structures, les relations et les effectifs) mises en place par les différents organismes en vue du marathon – un événement au long délai de préparation.

Sur le plan opérationnel, l'événement a été organisé selon une structure de gestion des incidents (SGI), axée sur la formation d'un commandement unifié chargé de coordonner la planification et le déploiement d'organismes de diverses compétences.

La structure opérationnelle de temps de paix encadrant les mesures de sécurité pour la maîtrise des foules et la gestion de la circulation s'est rapidement muée en une structure de temps de guerre. La même structure de gestion, appuyée par l'arrivée rapide de cadres dirigeants, supervisait les mesures lancées sur le champ : le nettoyage du site après l'attentat, la sécurisation d'autres lieux et installations, la collecte d'éléments de preuve et la réalisation de l'enquête.

La transition à une structure de temps de guerre a été rapide et – vu la nature chaotique d'un attentat – relativement efficace. Les commandants de divers organismes d'application de la loi et de services de gestion des urgences, réunis sur place, ont spontanément senti la nécessité de former un leadership coopératif.

Ils ont notamment cherché l'endroit où établir un centre de commandement : un hôtel avoisinant. Ils ont communiqué avec leur supérieur, diffusé de l'information sur leur situation et demandé aux subalternes et à leurs chefs de se réunir au centre de commandement. Ils ont recherché les ressources clés : un local où se réunir, des vivres, des téléphones, des ordinateurs portatifs et des tables.

Ils ont ensuite organisé, exécuté et délégué les opérations, qu'il s'agisse de donner une première conférence de presse (deux heures et une minute après la première détonation) ou d'ordonner le déploiement massif de troupes de la garde nationale pour protéger le périmètre du secteur, délimité à 13 îlots.

Puis, ils ont amorcé la planification des opérations de la prochaine journée : la sécurité du réseau de transport public, le réacheminement de la circulation autour du secteur et une foule d'autres décisions et mesures opérationnelles.

Le quatrième événement – les mesures de sécurité massives nécessitées par la visite du Président, le jeudi 18 avril – a imposé un fardeau considérable sur les ressources déjà taxées de la police. La planification devait se faire à brève échéance. Comme le remarquait un haut responsable de la police, « cet événement semblait nécessaire pour la ville, mais nous nous en serions facilement passé ».

Néanmoins – grâce aux modalités de gestion des incidents découlant de la structure de gestion opérationnelle du marathon –, les ressources nécessaires ont été localisées, coordonnées et déployées avec succès.

Dans la soirée du même jour, après la diffusion de la photo des suspects déterminés par l'enquête, les événements se sont précipités pendant les prochaines 24 heures à Cambridge, à Allston et à Watertown. Parmi les événements qui ont posé des défis, l'assassinat d'un policier du MIT, la poursuite d'une voiture volée, un échange de coups de feu entre les policiers et les suspects, la mort d'un des suspects et la fuite de l'autre, une perquisition domiciliaire d'une journée dans un secteur de 20 îlots et, enfin, la capture du dernier suspect après une fusillade intense de la police. [1]

PROBLÈMES LIÉS AU MICRO-COMMANDEMENT

Durant la majeure partie de la dernière journée, les policiers ont agi d'une manière très disciplinée et organisée : les officiers supérieurs assumant le commandement de leurs unités et coordonnant les opérations avec les autres unités, dans les postes de commandement et

sur le terrain. Cela dit, à plusieurs moments, durant la fusillade contre les suspects le jeudi soir et lors de l'appréhension du suspect, vendredi après-midi, les services de police ont dû faire face à de graves difficultés dans l'établissement d'un micro-commandement, en particulier pour le contrôle et la coordination d'un groupe d'agents sur le terrain.

Ces problèmes ont fait surface tandis que des agents de divers services sont parvenus sur les lieux de façon autonome au beau milieu d'une intervention risquée, puis ont agi de leur propre chef plutôt que de se soumettre à un commandement et à une coordination structurée.

Dans les deux cas, un tir imparfaitement contrôlé a mis en danger des policiers et des civils. De plus, un certain nombre d'épisodes soulèvent le problème d'un commandement peu structuré, voire inexistant lorsque des policiers agissent hors de la structure de commandement de leur service.

Ces événements soulèvent un problème important de doctrine et de formation : la nécessité d'établir et de mettre en œuvre des protocoles plus rigoureux régissant les agents opérant en l'absence d'un supérieur coordonnant ses subalternes ou les unités d'autres services.

Ces lacunes étaient l'exception durant une semaine par ailleurs marquée par une gestion efficace. La coordination efficace établie dans la foulée de l'attentat a été facilitée par les nombreuses années de pratique, l'établissement de bonnes relations et la planification et la mise en œuvre conjointes d'événements majeurs dans la région de Boston.

Si une coordination existait déjà auparavant, la planification conjointe d'événements a été stimulée par la préparation de la convention démocrate de 2004, tenue à Boston. Première convention politique nationale organisée dans l'après-11 septembre, l'événement a mobilisé l'attention de partout au pays et engendré une planification mobilisant des services de police fédéraux, locaux et d'État.

Par la suite, nombre de participants ont conclu qu'on devrait en faire un protocole préalable à tout événement majeur. Des événements allant des feux d'artifice du 4 juillet au marathon de Boston, en passant par les défilés des vainqueurs de championnats nationaux ont ainsi fait l'objet d'une planification conjointe de multiples services, mise en œuvre selon un cadre de commandement unifié. Le recours répété à ces structures a favorisé, chez les intervenants, une meilleure compréhension des capacités, des intérêts, des mandats et des impératifs de chaque partenaire et contribué à l'établissement et au maintien de bonnes relations stimulant la confiance et la volonté de coopérer.

Cette infrastructure – élaborée au prix d'efforts de longue haleine – a permis aux services concernés de collaborer spontanément aux interventions subséquentes à l'attentat à la bombe du marathon.

Voici cinq recommandations à l'intention des services de police tirées de l'attentat à la bombe du marathon de Boston :

1. **Recours à la SGI dans la planification d'événements :** Organisation d'événements à l'aide de la gestion des incidents, de façon à favoriser le déroulement sans heurts dans des conditions favorables – et à constituer un cadre pragmatique pour lancer rapidement une intervention efficace dans des conditions défavorables.

2. **Dans l'éventualité d'un incident, organisation d'une intervention fondée sur le SGI :** Lorsqu'un incident fâcheux survient lors d'un événement, concevoir une transition rapide à l'état de guerre, en activant une structure de gestion des incidents unifiée pour élaborer et superviser l'intervention.

3. **S'il y a un organisme responsable, la structure de commandement doit néanmoins demeurer horizontale :** Le principe clé est le commandement unifié et non monolithique. S'il y a un « premier parmi ses pairs », l'accent doit être placé sur les pairs. En vertu de la doctrine américaine (et du droit américain), le FBI est l'organisme responsable de l'intervention contre tout attentat terroriste. Mais sa capacité opérationnelle est trop limitée pour exécuter le vaste éventail d'interventions nécessaires. Et donner des ordres aux autres organismes (même s'il pourrait en avoir l'autorité, quoique dans de nombreux cas il n'en est rien) n'est pas la meilleure façon d'obtenir le meilleur de l'équipe. Dans le cas du marathon, le FBI a formé, avec les autres organismes, une équipe à la structure relativement horizontale et très efficace.

4. **Effectuer la planification conjointe des événements pour ériger, avec le temps, l'infrastructure de relations et de compréhension qui favorisera la coopération :** La structure de gestion des incidents pour planifier et mettre en œuvre les événements favorisera les relations et la compréhension entre les intervenants, ainsi que la connaissance des atouts (et des lacunes) de chacun pour une meilleure coordination.

5. **Élaborer de meilleurs protocoles de micro-commandement :** Aborder à l'avance les problèmes de micro-commandement en élaborant de meilleurs protocoles, c.-à-d. établir une structure de commandement interorganisationnel pour les effectifs de divers services réunis en temps de crise. Intégrer une formation sur ces protocoles au programme de perfectionnement des agents et renouveler cette formation pratique tout au long de leur carrière.

L'intervention lancée après l'attentat du marathon de Boston illustre avec éloquence une démarche de coordination efficace en situation de crise, mais cette aptitude ne doit pas être considérée comme garantie ni fortuite. L'efficacité des mesures déployées à Boston résulte d'un travail assidu de plusieurs années. N'importe quelle collectivité peut élaborer l'infrastructure et les capacités de produire une telle intervention, mais toutes ne l'ont pas fait. La démarche de Boston constitue un exemple d'intervention spontanée – et montre comment se préparer pour développer cette capacité. ■

Herman B. Leonard est professeur de gestion publique et co-directeur de faculté du programme de leadership en situation de crise.

Christine M. Cole est directrice exécutive du programme de politique et de gestion en justice pénale.

Arnold M. Howitt est directeur exécutif de l'Ash Centre for Democratic Governance et co-directeur de faculté du programme de leadership en situation de crise.

Les auteurs remercient l'International Centre for Sport Security pour son soutien aux recherches nécessaires à la rédaction de ce document.

[1] Ces événements sont décrits dans le rapport intégral : *Why Was Boston Strong?: Lessons From the Boston Marathon Bombing*, par Herman B. Leonard, Christine M. Cole, Arnold M. Howitt et Philip B. Heymann en avril 2014 par le programme de leadership en situation de crise de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard. Pour connaître l'ensemble des conclusions et leçons tirées, veuillez consulter la version intégrale du rapport.

COLLABORATION LORS DE CATASTROPHES

UN SYSTÈME POUR RENFORCER LES COMMUNICATIONS

par Jan Håvard Skjetne, gestionnaire de recherches, et Aslak Wegner Eide, chercheur, projet BRIDGE, SINTEF, Norvège

En Europe, les corps policiers et les premiers intervenants sont constamment confrontés à des défis et à des menaces, surtout en cas d'intempéries et d'attentats terroristes. Ces événements complexes exigent une meilleure collaboration des organismes, des organisations et des pays.

Le projet de recherche européen BRIDGE, qui fait le pont entre les ressources et les organismes dans la gestion des urgences d'envergure, consiste à élaborer des solutions techniques et organisationnelles pour améliorer la gestion des urgences dans les États membres de l'UE.

Les différents organismes participant aux secours lors d'urgences de grande envergure pourront ainsi bénéficier d'un soutien technique qui assurera interopérabilité, harmonisation et collaboration à tous les niveaux de la gestion des urgences.

RELEVER LE DÉFI

Les efforts de sauvetage dépendent principalement de la capacité d'un grand nombre de personnes à prendre rapidement des décisions difficiles et à les communiquer efficacement aux autres. Chaque aspect d'une avancée technologique doit être fondé sur les besoins des utilisateurs des systèmes en jeu.

Les intervenants d'urgence ont accès à de grandes quantités d'information et de moyens de communication grâce à un vaste éventail de capteurs, de téléphones intelligents et de réseaux. Il est tout de même paradoxal que nous semblions incapables de les utiliser en cas de besoin. Ce problème réduit l'efficacité d'importantes opérations de sauvetage.

Les services de sauvetage multidisciplinaires à grande échelle sont sensiblement mis en œuvre de la même manière qu'il y a 20 ans, contrairement à des domaines qui évoluent constamment comme la médecine, avec d'importantes conséquences pour la santé publique.

Des projets de recherche et de développement concernant les services d'urgence sont requis sans tarder. L'UE a relevé ce défi grâce au programme FP7, qui a financé le projet BRIDGE lancé en avril 2011 et dirigé par la SINTEF, une organisation de recherche norvégienne. Pendant quatre ans, jusqu'en 2015, 18 millions d'euros seront consacrés à l'amélioration de la capacité des intervenants à sauver des vies et des biens en cas de catastrophe.

Le projet BRIDGE vise à développer la technologie permettant d'améliorer les communications et la coordination lors de la gestion d'urgences et il est axé sur la coopération entre les différents organismes et organisations nationaux et transnationaux.

En plus d'être centré sur la recherche et le développement technologiques, le projet consiste à examiner comment les lois européennes, l'éthique et les aspects sociaux influent sur la coopération, la gestion et l'utilisation de la technologie lors de catastrophes. Afin de s'assurer que le projet apporte des solutions appropriées, un grand nombre d'intervenants ont participé à sa mise en œuvre et à sa validation.

UN SYSTÈME DE SYSTÈMES

Le principal composant du système BRIDGE est un intergiciel (logiciel qui fournit des services aux applications en plus de ceux offerts par le système d'exploitation) qui permet de réunir les systèmes d'intervention d'urgence en un « système de systèmes » pour intervenir avec souplesse en cas d'urgence.

De tels systèmes comprennent d'anciens systèmes comme des dossiers de santé ou d'immatriculation de véhicules, différents capteurs, des systèmes de caméra, des véhicules sans pilote et plusieurs autres sources de données. L'intergiciel du système BRIDGE offre aux producteurs de systèmes d'intervention d'urgence un ensemble de services logiciels organisé en trois couches qui facilite l'orchestration et la communication entre les systèmes ainsi que la gestion des données produites par le système pendant toute la durée d'un incident.

COMMANDEMENT, CONTRÔLE ET INFORMATION

Le système de commandement, de contrôle et d'information Master, autre élément essentiel du système BRIDGE, est utilisé pour gérer les urgences. Le système Master fournit une image commune de la situation opérationnelle (ICSO), des mécanismes d'affectation des ressources, des messages, des prévisions météorologiques et l'accès à des plans d'objets prédéfinis.

L'ICSO donne un aperçu de la situation sous forme de carte personnalisable et elle affiche de l'information en temps réel tirée d'autres solutions et services du système BRIDGE. Cette information porte sur des incidents, des éléments d'intervention, des risques, des patients, du personnel et des véhicules d'intervention, des médias sociaux, des vidéos, des conseils d'expert, des modèles et la disponibilité dans les hôpitaux.

Ida Maria Haugstveit, SINTEF

Lors d'un exercice de formation à grande échelle tenu en Norvège, le commandant des interventions (à droite) et des commandants d'autres organismes utilisent une version de table du système Master pour obtenir un aperçu de la situation.

Les utilisateurs de Master peuvent afficher, filtrer et ajouter de l'information dans l'ICSO. L'information ajoutée est automatiquement synchronisée avec toutes les autres instances en cours, ce qui permet aux utilisateurs de suivre l'évolution de la situation.

Les mécanismes d'affectation des ressources permettent d'affecter du personnel et des véhicules à des tâches et à des emplacements à l'aide de la fonction glisser et déplacer sur la carte. Les ressources affectées sont informées de la nouvelle tâche par une application mobile.

Le système doit être distribué à tous les niveaux de la chaîne de commandement des organisations qui participent à l'intervention (niveaux stratégique, tactique et opérationnel). L'outil a été conçu pour fonctionner sous différents appareils, dont des ordinateurs de bureau, des tables multitactiles, des tablettes et des téléphones. ■

Maurice Ramirez

Au cours d'un exercice en 2013, des représentants des différents départements de la ville se sont réunis au centre des opérations d'urgence pour coordonner une intervention dans le cadre d'événements planifiés et d'incidents imprévus.

CARTE SF72

L'OUTIL DE SAN FRANCISCO POUR LA GESTION DES CATASTROPHES

par Kathy Harris, planificatrice des opérations, département de la gestion des urgences de San Francisco, Californie

À première vue, la carte SF72 dans le site Web de la protection civile de San Francisco ressemble à n'importe quelle carte de Google Maps, mais elle est en fait un outil essentiel pour informer la collectivité en situation d'urgence.

Ses multiples fonctions permettent de produire une grande variété d'analyses prédictives statiques et d'obtenir des nouvelles intérieures en temps réel, ce qui permet au département de la gestion des urgences de San Francisco de mettre la carte à jour en temps réel.

PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

Les analyses prédictives comprennent des plans statiques qui indiquent les secteurs de la ville les plus vulnérables ou exposés à certains risques. Par exemple, dans les secteurs de liquéfaction, le sol peut perdre sa rigidité et sa force pendant un tremblement de terre et se liquéfier. La zone d'inondation à la suite d'un tsunami a été établie par le programme Science Applications for Risk Reduction (SAFRR) du United States Geological Survey (USGS) pour prédire l'étendue possible des dégâts d'un tsunami.

Bien que les mesures que peuvent prendre les résidents ou les propriétaires d'entreprise pour se protéger d'une liquéfaction du sol soient limitées, la sensibilisation des personnes qui habitent ou travaillent dans une zone d'inondation à la suite d'un tsunami facilitera la conception de plans d'évacuation qui sauveront des vies. Les résidents peuvent inclure dans leur plan d'urgence familial un trajet principal et secondaire vers un point de rencontre sur des terrains élevés loin de la côte. Les personnes à mobilité réduite peuvent déterminer à l'avance qui les aidera à évacuer le secteur.

NOUVELLES EN TEMPS RÉEL

Des transmissions en direct provenant de diverses sources nationales permettent la mise à jour automatique de la carte SF72 à des intervalles de quelques minutes. Ces nouvelles portent sur des incidents en cours comme des incendies dans le pays et des tremblements de terre survenus dans le monde dans la dernière heure.

L'American Red Cross gère le plan « US Active Shelters », qui indique le lieu, la capacité et le nombre actuel de résidents de tous ses refuges actifs au pays.

La carte SF72 reçoit d'autres transmissions en direct comme l'échographie Doppler pour la prévision des précipitations et de l'information sur la circulation.

BALISAGE EN TEMPS RÉEL

En plus des plans tenus à jour par des organismes partenaires, la carte SF72 permet aux gestionnaires des mesures d'urgence de la Ville de San Francisco de créer d'autres cartes. Grâce à la plateforme Web Google Maps Engine, ils peuvent préparer des plans en prévision d'événements planifiés ou en

élaborer en temps réel en situation de crise.

ÉVÉNEMENTS PLANIFIÉS

Chaque année, la Ville et le Comté de San Francisco planifient des événements de grande envergure.

La course à pied *Bay to Breakers* de 12 km attire plus de 30 000 participants et 100 000 spectateurs. Le parcours traverse la ville d'est en ouest, de la baie de San Francisco jusqu'à Ocean Beach sur la côte du Pacifique.

Les célébrations et le défilé de la fierté gaie de la ville rassemblent des milliers de participants et de spectateurs. Le trajet du défilé ne fait que deux kilomètres, mais les plus de 200 groupes de participants peuvent prendre jusqu'à cinq heures pour le parcourir.

La carte SF72 a été utilisée lors de ces grands événements planifiés afin d'assurer la sécurité des participants et de permettre d'éviter le site de l'événement. La carte illustre les trajets et les secteurs touchés ainsi que les fermetures de rue et leur durée prévue. On peut aussi y trouver l'emplacement de services comme les postes de soins médicaux, les toilettes et les stations de distribution d'eau.

INCIDENTS NON PRÉVUS

L'interface adaptable de la carte SF72 permet aussi de modifier la plateforme lorsque des situations imprévues et complexes surviennent.

Quand l'agent de service du département de la gestion des urgences de San Francisco reçoit un appel, il doit avant tout indiquer le lieu de l'incident sur la carte puis obtenir de l'information sur la gravité et les répercussions possibles de l'incident.

Par exemple, dans le cas d'un déversement de produits chimiques, il doit déterminer si les matières dangereuses se trouvent dans un entrepôt dans un secteur industriel ou près d'un grand hôtel dans le district commercial au centre-ville. S'il y a un bris d'aqueduc, l'eau inonde-t-elle une artère principale d'où il faudra détourner la circulation? Si une personne armée a été vue, se trouve-t-elle près d'une école?

L'application Google Street View donne aussi des indices sur le type d'immeuble touché par l'incident. L'incendie de troisième alarme fait-il rage dans un commerce, une station-service ou un immeuble d'habitation à plusieurs étages?

Cette information aide les gestionnaires des mesures d'urgence à prévoir le type d'intervention et les ressources nécessaires. Les incendies dans les stations-service nécessitent normalement une intervention plus longue et peuvent rapidement devenir très dangereux. Si des ressources d'autres districts sont dépêchées sur les lieux, qui interviendra si d'autres incendies majeurs se déclenchent? Lorsque des immeubles résidentiels sont touchés directement ou indirectement par un incendie, les personnes évacuées peuvent avoir besoin d'un toit ou d'autres services de soutien.

Une fois que le gestionnaire des mesures d'urgence a confirmé le lieu, le type d'incident et les mesures de précaution à prendre, l'information que le public a besoin de savoir est ajoutée sur la carte SF72. Souvent, un gazouillis est envoyé pour demander aux gens d'éviter un secteur en raison d'activités policières, d'un incendie ou de travaux des services publics.

La carte indique le lieu de l'incident et une partie ombrée représente le périmètre des policiers, les fermetures de rues ou la distance recommandée pour être en sécurité et ne pas nuire aux véhicules d'urgence dans le secteur.

AVANTAGES ET RISQUES

Grâce aux médias sociaux, le département de la gestion des urgences de San Francisco et ses partenaires peuvent transmettre rapidement de l'information fiable au public, démentir les rumeurs et rassurer la collectivité en annonçant qu'une intervention est en cours.

La carte SF72 est l'un des moyens les plus efficaces de joindre toute la population diversifiée de San Francisco. Comme il n'existe pas de solution permettant d'aviser toute la population en même temps d'une urgence, cette carte est un élément clé qui vient s'ajouter à la trousse d'outils déjà variée de la ville. Ceux et celles qui utilisent déjà les médias sociaux pour s'informer auront probablement accès à la carte par un lien sur Twitter. La carte permet également d'informer les visiteurs et touristes qui ne connaissent probablement pas le système d'information en cas d'urgence de la ville ou qui n'y sont pas inscrits.

La communication de l'information pendant une catastrophe n'est pas sans risque.

L'information qui peut sembler utile et intéressante pour le public pourrait être utilisée avec malveillance. Par exemple, après un puissant séisme, les villes peuvent hésiter à publier le lieu des dommages évalués par crainte d'attirer les voleurs dans les maisons qui ont été déclarées non sécuritaires.

De plus, la carte fournit des avis conçus de façon à fournir suffisamment d'information au public pour agir (éviter un secteur de la ville), sans trop attirer l'attention des curieux.

C'est pourquoi on dit aux citoyens d'éviter un secteur lors du retour à la maison sans toutefois en expliquer la raison en détail.

Si les citoyens viennent à considérer la carte SF72 et les ressources connexes comme un carrefour d'information, ils seront portés à la consulter pour obtenir de l'information en temps réel lors d'un sinistre majeur au lieu de surcharger la ligne d'information 311 ou le 911 d'appels non urgents.

USAGES FUTURS

Les gestionnaires des mesures d'urgence veulent trouver d'autres moyens d'utiliser la technologie actuelle pour la collecte et la diffusion d'information pendant une catastrophe. En ce moment, l'information sur la carte est fournie par le département de la gestion des urgences et ses partenaires de la ville, mais des versions futures de la carte pourraient permettre au public de transmettre de l'information, que ce soit une demande d'aide ou une offre de services.

Par exemple, après un séisme majeur, une famille de quatre déplacée pourrait demander l'aide de ses voisins dont la maison est hors de danger. Pendant une panne de courant, le propriétaire d'une petite entreprise pourrait inviter les membres de la communauté à se servir de son générateur pour charger leur téléphone cellulaire.

Une gestion efficace des situations d'urgence demande la coopération de toute la collectivité avant, durant et après l'incident. Que l'incident soit mineur ou grave, la carte SF72 permet à tous les citoyens, grâce à sa facilité d'accès et à sa capacité d'afficher différents types d'information, de prendre des mesures pour se protéger.

Plutôt que de se servir de tactiques fondées sur la peur pour encourager la protection civile, la carte SF72 repose sur des liens qui solidifient les réseaux communautaires. ■

POUR EN SAVOIR PLUS, VISITEZ :
WWW.SF72.ORG

National Archives at College Park (Maryland)

En décembre 1918, les policiers de Seattle ont effectué des patrouilles dans les rues pour assurer la sécurité du public et étaient obligés de porter des masques pendant la pandémie de grippe.

QUEL EST VOTRE PLAN EN CAS DE PANDÉMIE?

DE NOMBREUX ÉLÉMENTS DOIVENT ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION

par Joseph Scanlon

Un prêtre se prépare à célébrer la messe du samedi soir. Des adolescents jouent au hockey sur une patinoire. Trois hommes en complet s'apprêtent à monter à bord d'un autobus.

Pendant une pandémie, ces activités en apparence inoffensives pourraient être illégales.

Quand la grippe espagnole a frappé le Canada entre 1918 et 1920, les autorités locales de la santé ont ordonné la fermeture des écoles, des salles de cinéma, des églises et d'autres lieux publics, dont les patinoires, et comptaient sur les policiers pour faire respecter leurs ordres. Si des décisions semblables devaient être prises aujourd'hui, ce qui est prévu en cas de pandémie, le prêtre et les jeunes joueurs de hockey seraient en train d'enfreindre la loi.

En 1918, certaines provinces, dont l'Alberta, ont obligé les gens à porter des masques. Ceux qui n'obéissaient pas à cette règle devaient se présenter devant un juge et payer une amende. S'ils ne portaient pas de masque, les hommes en complet seraient eux aussi des hors-la-loi.

Les éclosions de maladies graves très contagieuses comme la grippe aviaire, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et le virus Ebola, qui cause actuellement des ravages en Afrique occidentale, peuvent amener la police à prendre des mesures extraordinaires.

Au moment d'élaborer des plans en cas de pandémie, les services de police doivent être au fait des autorités compétentes et s'assurer que les raisons de la prise de mesures extraordinaires — et les conséquences du non-respect des règles — seront bien expliquées à la population. En situation d'urgence, il faut absolument éviter que les citoyens résistent à des ordres qui n'auraient pas été bien expliqués.

L'application des règlements municipaux ne serait toutefois pas le seul défi pour les policiers.

TENIR COMPTE DES RISQUES

Quand un policier entre dans une maison où quelqu'un est décédé d'une maladie contagieuse, il pourrait l'attraper des personnes qui y vivent, puis transmettre le virus à sa famille. Et contrairement à la grippe saisonnière, une pandémie frappe les jeunes adultes en santé. De nombreux policiers patrouilleurs font partie du groupe d'âge le plus à risque.

Ce scénario peut très bien se concrétiser. Selon le Plan canadien de lutte contre la pandémie d'influenza, si le taux de décès monte en flèche, le personnel des services médicaux d'urgence, les infirmières et les policiers doivent signaler les décès. Les policiers pourraient donc devoir entrer dans les résidences où des décès sont survenus. Or, le plan n'est pas clair à ce sujet.

Un rapport produit en 2009 pour le ministère de la Justice des États-Unis avec l'aide de deux policiers canadiens (Alain Bernard d'Ottawa et Tom Imrie de Toronto) a révélé que bon nombre de plans en cas de pandémie peuvent avoir été rédigés sans consulter les organismes d'application de la loi, et que certaines fonctions et responsabilités attribuées aux policiers ne sont peut-être pas réalistes. Cette conclusion devrait préoccuper tous les policiers canadiens.

Le SRAS est apparu à Toronto en mars 2003 sans avertir. Les policiers qui sont intervenus dans la résidence où le premier cas a été signalé n'étaient pas conscients du danger. Dès qu'on en a saisi toute l'ampleur, le Service de police de Toronto (SPT) a retrouvé tous les policiers qui avaient pu être exposés au virus, et 307 policiers ont accepté d'être mis en quarantaine.

Pendant la crise du SRAS, les policiers devaient aussi assurer la sécurité dans les hôpitaux touchés. Le SPT a dû affecter des agents aux centres d'intervention d'urgence multiorganismes et renseigner son personnel au sujet des risques associés au SRAS, ce qu'il a fait au moyen d'une vidéo produite et présentée à tous les policiers en l'espace de 24 heures.

En général, les pandémies, contrairement au SRAS, sont précédées de certains signes. Mais elles peuvent se propager dans

l'ensemble d'un pays en quelques jours, voire quelques heures, ce qui présente des défis de taille pour la police.

On estime que jusqu'à 40 p. 100 des agents en uniforme tomberaient malades ou seraient forcés de rester à la maison pour soigner leurs proches, ce qui équivaudrait à quatre ou cinq membres d'un détachement de 13 membres ou à 80 personnes dans un service de 200 employés.

Et l'urgence se produira à une échelle si grande qu'il n'y aura pas d'entraide. Même en 1918 et en 1919, quand la grippe espagnole s'est propagée en dix jours d'un bout à l'autre du pays, l'entraide était extrêmement rare. Aujourd'hui, chaque communauté et service de police ou détachement devrait faire face à la crise au moyen de ses propres ressources, du moins ce qu'il en reste.

D'autres questions se poseraient également.

Les autorités de la santé pourraient décider de placarder d'avis les résidences de personnes ayant attrapé la grippe. Que feraient les policiers s'ils surprenaient un malade à l'épicerie?

Que ferait un policier, dans une région isolée, en présence d'une famille dont tous les membres sont tellement malades qu'ils ne peuvent pas prendre soin les uns des autres?

Et si la quantité de Tamiflu ou de vaccins était limitée? Les policiers devraient-ils recevoir les médicaments en priorité?

On doit se pencher sur toutes ces éventualités avant qu'une pandémie ne frappe pour que des politiques claires soient en place. Il faut avant tout établir des plans locaux, car les défis varieraient selon les collectivités. Chacune d'elles doit mettre au point ses propres solutions.

D'HIER À AUJOURD'HUI

Il pourrait être utile d'évaluer les mesures prises par les policiers en 1918 et 1919, alors qu'entre 30 000 et 50 000 Canadiens ont succombé à la grippe. Les données révèlent que la plupart des Canadiens respectaient les fermetures et les autres ordres.

Des propriétaires de cinémas en Ontario ont déclaré que leurs installations ne présentaient pas de risques pour la santé. À Amherst (N.-É.), un avocat a été engagé pour qu'une patinoire demeure ouverte. Les autorités ont écouté poliment les arguments, mais ont décidé de maintenir leur décision de fermer les deux endroits, et aucune intervention policière n'a été requise.

Bien que ces faits soient rassurants, il ne suffit pas de tirer des conclusions d'expériences antérieures.

Quand la grippe espagnole a frappé à l'automne 1918, le Canada était en guerre. Les gens étaient alors habitués aux décisions prises d'urgence. Des milliers de soldats canadiens mouraient en Europe; des milliers de femmes ont donc répondu à l'appel de volontaires pour soigner les malades, et certaines ont attrapé le virus et y ont succombé.

Quand une éclosion moins grave de grippe a eu lieu en 1920, la guerre était terminée, et l'esprit d'entraide ne régnait plus. Selon les autorités sanitaires de villes comme Calgary et Toronto, il était difficile de trouver des bénévoles pour soigner les malades.

Aujourd'hui, la situation serait aussi différente, et ce le serait aussi pour les services de police.

Les fermetures d'école forceraient les parents à trouver des personnes pour s'occuper de leurs enfants, ce qui pourrait s'avérer difficile surtout si ceux-ci sont malades. L'absence des parents au travail se répercuterait sur de nombreuses organisations, y compris les services de police.

Pendant l'épidémie de grippe espagnole, la plupart des personnes infectées n'avaient d'autre choix que de rester chez elles. Aujourd'hui, la plupart des Canadiens détiennent une assurance-hospitalisation. Selon le Plan canadien de lutte contre la pandémie, on suppose que les gens resteraient à la maison, mais cette hypothèse pourrait ne pas se confirmer.

Des planificateurs du ministère américain de la Justice estiment que les gens sont plus enclins à se rendre à l'hôpital aujourd'hui qu'en 1918. Ils prévoient que les malades se présenteront en grand nombre aux urgences et qu'ils seront fâchés parce qu'ils ne pourront être traités.

Si une pandémie comme celle de 1918 et de 1919 se reproduisait, on peut bien sûr supposer que les Canadiens admettraient la nécessité de mesures extraordinaires et qu'aucune intervention policière ne serait requise. Cela dit, il importe que les policiers revoient les plans locaux pour déterminer si leur rôle est réaliste compte tenu du fait qu'ils manqueraient assurément de personnel. Il serait aussi judicieux de s'assurer que les mesures que pourraient prendre d'autres services de police ne soient pas non plus irréalistes.

Bon nombre de ministères ont élaboré des plans en cas de pandémie, et le Centre de coordination de la préparation et des interventions opérationnelles de la GRC, créé en 2006, a conclu qu'en cas de pandémie (selon les scénarios décrits dans le présent article), les policiers seraient appelés à faire respecter les ordres liés à la santé publique (quarantaine, restrictions de voyage), à restreindre l'accès à certains secteurs, à transporter et protéger le matériel médical ou les médicaments, à protéger certaines installations et, dans le pire des cas, à maîtriser les foules.

Une pandémie ne constituerait pas seulement une urgence nationale : elle entraînerait des milliers d'urgences locales en même temps.

Les services et les détachements doivent être au fait des plans dans leur région pour s'assurer que les responsables de la santé joueraient un rôle adéquat et auraient les ressources nécessaires en cas de pandémie. Ils doivent savoir qui établit les règles et comment les décideurs envisagent de les faire appliquer et être prêts à expliquer clairement à leur personnel les mesures prévues de manière à ce que l'intervention soit uniforme. Ils doivent participer à toutes les communications sur la santé pour que le public ait des attentes raisonnables envers la police.

Les services de police doivent aussi avoir leur propre plan, qui prévoit des politiques sur les congés de maladie et de deuil ainsi que sur les soins personnels.

Depuis plus d'un demi-siècle, les recherches révèlent que les gens se comportent de façon rationnelle en situation d'urgence, surtout s'ils sont bien renseignés. Ces recherches portent toutefois surtout sur les comportements pendant des inondations, des séismes, des tornades et des déversements de produits chimiques, et non durant des pandémies. Si une autre pandémie survenait, on nagerait quelque peu dans l'inconnu.

Une pandémie pourrait-elle se produire? Selon les autorités de la santé, c'est une certitude, car elles surviennent tous les 25 ans, et l'étude du ministère américain de la Justice conclut que les répercussions sur la société et la police seraient énormes. ■

Joseph Scanlon est professeur émérite et directeur du groupe d'étude sur les communications d'urgence à l'Université Carleton. Il étudie les interventions individuelles et organisationnelles en situation d'urgence depuis 1970 et s'intéresse actuellement aux mesures prises par le Canada lors de la pandémie de grippe espagnole en 1918-1919. Il est un collaborateur de la Gazette.

CULTIVER L'ÉTAT DE PLEINE CONSCIENCE

UNE FORMATION POUR LE RÉTABLISSEMENT ULTÉRIEUR DES POLICIERS

par le lieut. Richard Goerling, Division de la patrouille, Service de police de Hillsboro (Oregon)

Les premiers intervenants font face quotidiennement à des événements traumatisants : souffrances, drames et décisions funestes qui les obligent parfois à affronter des actes de violence extrêmes contre l'humanité.

L'intervention lors de ces événements présente des risques inhérents. Les membres saisissent les risques tactiques et savent les atténuer avec des techniques précises, dont celles de l'art de la guerre. Mais les risques humains, s'ils sont omniprésents, ne sont pas toujours bien compris.

L'examen des ouvrages passés et récents sur le stress professionnel des policiers laisse entrevoir l'ampleur des traumatismes que ceux-ci subissent. Les médias d'information et de divertissement s'attachent à présenter avec sensationnalisme, à glorifier ou même à diaboliser la façon dont les policiers affrontent les actes de violence.

Ces épreuves de force ne constituent pas la source singulière de traumatismes. Souvent, le traumatisme survient de manière plus subtile dans l'exposition à la souffrance humaine, une exposition continue étant exacerbée par le temps. Au fil d'une carrière, les membres sont martelés par la souffrance humaine, le stress professionnel chronique et les événements traumatisants.

Les conséquences, visibles et invisibles, demeurent mal comprises tant pour le premier intervenant, que pour sa famille, l'organisation et la collectivité. Les facteurs de stress professionnel sont une menace évidente et immédiate pour tous ces groupes. Mais c'est la nature du métier que d'affronter le risque, et nous semblons l'affronter au mieux avec résignation et l'acceptation des effets négatifs du traumatisme.

Des leaders chevronnés et rompus au métier de policier et aux disciplines connexes ont fait preuve d'initiative en matière de mesures d'intervention face aux incidents traumatisants. De ces démarches novatrices sont issus le modèle de gestion du stress à la suite d'un incident critique (GSIC) et divers protocoles de gestion post traumatique, adoptés par de nombreux organismes dans les dix dernières années. Dans certains cas, les organes législatifs ont imposé ces protocoles. Dans d'autres cas, les organismes ont créé et adopté des pratiques exemplaires en la matière.

Le modèle GSIC a évolué au cours des dernières décennies et propose des mesures d'intervention post-traumatique importantes. Élément essentiel des organisations de sécurité publique, il doit continuer d'évoluer au 21e siècle. Cela dit, il demeure un modèle d'intervention *réactive*.

Le temps est venu pour les dirigeants policiers et les membres de la collectivité de collaborer à l'élaboration d'une intervention *préventive*. Il n'existe pas de solution simple au stress professionnel, mais une réflexion sur les notions conceptuelles du phénomène amène de nouvelles possibilités de résilience, d'espoir, de santé et de mieux-être. La notion clé est toute simple : une formation pré-traumatique.

LA SANTÉ MENTALE, PHYSIQUE ET SPIRITUELLE

Un modèle qui développe la résilience peut avoir une incidence positive sur le bien-être du policier et sur l'issue des affrontements entre le policier et les citoyens. Ce modèle intégré repose sur la relation entre la santé du corps et de l'esprit.

Voici les dimensions abordées : prévention en santé mentale, capacité de cultiver la santé cognitive (pleine conscience), santé physique, bien-être social et santé spirituelle.

Les définitions abondent, mais dans le présent contexte, résilience s'entend (trad.) « de la capacité de gérer des niveaux élevés de changements perturbateurs; de préserver sa santé et son énergie sous la pression constante; de se remettre des revers; de surmonter les obstacles; d'adopter un nouveau mode de travail et de vie lorsque les anciens modes ne sont plus viables; de réaliser tout ceci sans agir de façon dysfonctionnelle ou néfaste » (Siebert, 2005).

À la base de ce modèle : l'état de pleine conscience. Développer une conscience aiguë de soi par des exercices de pleine conscience constitue une plate-forme pour une croissance personnelle et professionnelle, la guérison et la réalisation de soi que peu de modes d'intervention peuvent apporter à la culture policière.

Jon Kabat Zinn définit la pleine conscience comme (trad.) « la conscience attentive d'instant en instant du simple moment présent, dans une attitude d'acceptation et sans jugement » (Kabat Zinn, 1990).

Vers la fin des années 1970, M. Kabat Zinn a élaboré le modèle de réduction du stress par la pleine conscience (RSPC) à la faculté de médecine de l'Université du Massachusetts. De nombreuses études ont démontré l'efficacité de la RSPC pour améliorer la santé et le bien-être participants à cette session de formation de huit semaines, même chez les étudiants qui n'ont pas poursuivi la pratique de la pleine conscience.

Cette pratique de méditation séculaire nous enseigne à nous asseoir en silence et à nous concentrer sur la respiration, sans jugement envers les pensées qui surgissent. Une technique fort simple, mais qui peut être la chose la plus difficile à pratiquer.

DES AVANTAGES CONVAINCANTS

Les leaders policiers seront encouragés par la manne de preuves scientifiques étayant l'efficacité de la formation à la pleine conscience dans un éventail de disciplines. Citons les études remarquables d'Elizabeth Stanley et d'Amishi Jha (2009) sur l'enseignement des techniques de pleine conscience aux Marines américains. Les données crédibles ne manquent pas non plus sur l'utilité de l'état de pleine conscience pour les policiers.

L'adoption d'une pratique de pleine conscience présente des possibilités inexploitées et fait écho à la tradition guerrière d'une compassion solide et d'une action compétente (Strozzi Heckler, 2003). Une telle formation favorise une connaissance étoffée de la situation, laquelle favorise le développement du rendement cognitif. Les avantages sur le plan de la santé et du rendement pour les membres et leur organisation sont clairs : des policiers en santé et un investissement rentable pour l'organisation.

Dans le but de passer à un modèle de prévention, le Service de police de Hillsboro (SPH) a lancé en 2013 un projet pilote visant à initier les policiers à la pratique de la pleine conscience.

En collaboration avec l'Université Pacific et la clinique de réduction du stress

Darci VandenHoek, Service de police de Hillsboro

L'officier Eric Russell, ancien Marine américain, participe à une formation à la résilience axée sur la pleine conscience dans le cadre du projet pilote lancé par le Service de police de Hillsboro en 2013. Le cours vise à favoriser l'adoption d'une démarche d'intervention préventive.

de Hillsboro, le SPH a mis au point la formation à la résilience axée sur la pleine conscience (FRPC). Inspirée des principes de la RSPC de M. Kabat Zinn, cette formation de huit semaines est offerte aux policiers et au personnel civil à raison d'une séance hebdomadaire de deux heures et demie dans un studio de yoga.

À la sixième semaine, le cours comporte une retraite en silence d'une journée. Un instructeur accrédité à la RSPC de la clinique de réduction du stress de Hillsboro a offert le cours. Trois cohortes l'ont suivi de l'automne 2013 au printemps 2014, et 48 étudiants l'ont réussi.

Une étude menée par l'Université Pacific révèle une amélioration sur plusieurs plans : la perception du stress administratif, le stress opérationnel, le sommeil, la gestion de la douleur, la colère (maîtrise des émotions), la réactivité, l'épuisement, la résilience et la capacité d'agir avec une conscience du présent. Il s'agit d'une étude révolutionnaire qui ouvre la voie à d'autres études et à l'adoption de la formation à la pratique de la pleine conscience chez les policiers.

Fait remarquable, cette formation a eu une incidence positive sur la gestion du sommeil. Le manque de sommeil constituant un grave problème de santé influant sur la gestion du risque chez les policiers, il s'agit d'un résultat encourageant. Le cours comme mesure préventive permettrait d'inculquer aux membres les capacités d'exceller, plutôt que de simplement survivre.

Une collaboration échelonnée sur plusieurs années a mené à la création du Pacific Institute on Community and Organizational Wellness à l'Université Pacific. L'institut offrira une formation FRPC aux premiers intervenants de la région, approfondira la recherche sur la résilience des intervenants et de la collectivité, et parrainera des forums de leadership axés sur le dialogue et l'innovation.

L'institut entend aussi développer une formation au leadership axée sur la pleine conscience pour les dirigeants policiers. Inculquer à ces derniers les moyens de cultiver un état d'esprit axé sur l'art du leadership est essentiel pour favoriser la santé des premiers intervenants et des organisations. De plus, le SPH élaborera des modules de formation concis et pragmatiques intégrés à la formation tactique des policiers.

La formation de l'intervenant, le développement de leaders sensibilisés et la capacité de cultiver une pratique de pleine conscience, par des moyens simples, dans le cadre du travail du policier, favorisent une grande authenticité dans un corps policier, et stimulent le développement communautaire.

APPRENDRE, COLLABORER ET EXPÉRIMENTER

Voici quelques éléments et recommandations clés pour aller de l'avant. Consultez des études sur la formation à la pratique de la pleine conscience dans l'armée. Envisagez un abonnement à un des nombreux magazines spécialisés dans cette discipline. Lisez un ouvrage sur des sceptiques convertis à cette pratique; les librairies regorgent de publications récentes sur le sujet. La pratique de la pleine conscience apparaîtra sans tarder comme une véritable science dénuée de sentimentalité.

L'efficacité de la formation du SPH est le fruit d'un leadership coopératif. Innover hors du paradigme policier en nouant des partenariats interdisciplinaires est impératif. L'évolution tient d'abord à la collaboration. Sans cette collaboration et la diffusion d'idées qui dérangent, on n'accomplira rien qui vaille.

Établir des rapports avec les universitaires, les professionnels de la santé mentale, des spécialistes de la condition physique, des professeurs de yoga et de méditation est important pour favoriser l'enrichissement mutuel des compétences culturelles. Sensibilisez le professeur de yoga et de méditation à la culture policière et à la réalité du membre sur le terrain et au bureau. Étirez-vous sur le tapis de yoga afin de vous initier à son monde. Les dividendes sont évidents, et vous ne vous en porterez que mieux.

Mettez sur pied une équipe multidisciplinaire qui expérimentera la formation à la pratique de la pleine conscience. Procédez par étapes; utilisez une appli pour téléphone; il en existe d'excellentes. Utilisez un balado d'une université ou d'un centre de méditation. Prenez une initiative, mesurez-en les effets. Évaluez et corrigez le tir. Les possibilités sont illimitées.

La pratique de la pleine conscience nourrit l'âme du guerrier. Aucune autre initiative de formation en milieu policier n'est aussi radicale et n'offre autant de possibilités pour revitaliser la culture policière. Dirigez par l'exemple. ■

Références

Kabat-Zinn, J. *Full Catastrophe Living.* New York, Delta Publishing,1990.

Strozzi-Heckler, R. *In Search of the Warrior Spirit: Teaching awareness disciplines to the Green Berets*. Berkeley, North Atlantic Books, 2003.

Siebert, A. *The Resiliency Advantage*. San Francisco, Berrett-Koehler, 2005.

Stanley, L. et A.P. Jha. « Mind Fitness: Improving operational effectiveness and building warrior resilience », *Joint Force Quarterly*, n° 55 (2009).

Times & Transcript de Moncton

Les dirigeants de la police et les intervenants de première ligne apprennent à mieux s'entraider après un traumatisme et comprennent mieux les rôles que la police peut jouer dans la communauté en cas d'incident traumatisant d'envergure.

LES INCIDENTS TRAUMATIQUES À GRAND RETENTISSEMENT

DES CONSÉQUENCES INDIVIDUELLES AU SOUTIEN COMMUNAUTAIRE

par J. Kevin Cameron, directeur administratif, Canadian Centre for Threat Assessment & Trauma Response

Si l'acuité des souvenirs varie autant, c'est notamment à cause de la physiologie propre à chacun et des réactions neurochimiques qui se produisent dans le cerveau sur le coup. Autrement dit, le traumatisme s'inscrit jusque dans les cellules, et, sans le soutien approprié, la personne touchée ne pourra pas nécessairement guérir de ses symptômes en laissant le temps faire son œuvre.

Un traumatisme profond qui n'est pas traité continuera de faire son petit bonhomme de chemin dans l'organisme, si bien que, des mois ou des années plus tard, la victime ne verra souvent pas le lien entre cette vieille blessure et les difficultés qu'elle peut vivre au présent.

Les policiers et les autres intervenants de première ligne doivent poursuivre leurs efforts pour comprendre le phénomène d'un point de vue scientifique. À force d'apprendre à mieux s'entraider après un traumatisme, ils acquièrent un savoir qui permet, d'une part, d'améliorer la qualité de vie personnelle et professionnelle des policiers ayant vécu un traumatisme et, d'autre part, de mieux comprendre les rôles que la police peut jouer dans la communauté en cas d'incident traumatique d'envergure.

Ces rôles vont au-delà de l'enquête criminelle et de l'intervention d'urgence. Les corps policiers qui composent de façon saine avec l'incidence des traumatismes sur leurs agents seront aussi plus efficaces à l'échelon communautaire, dans leurs rapports avec des enfants, des jeunes, des familles ou des écoles touchés par des actes de violence ou d'autres incidents traumatiques.

Après la fusillade du 4 juin 2014 à Moncton, au Nouveau-Brunswick, une alerte a été diffusée à des professionnels partout en Amérique du Nord pour demander que soit maintenue l'application rigoureuse des protocoles d'évaluation des risques de violence (ERV). C'est que plus de 15 tueries à l'arme blanche ou à l'arme à feu étaient survenues au Canada et aux États-Unis depuis le 2 avril précédent, date de la deuxième fusillade à la base militaire de Fort Hood, et le paysage médiatique en était saturé.

La police avait été ciblée dans quatre des fusillades. L'alerte a été diffusée pour la simple raison que les domaines de l'ERV et de l'intervention en situation de crise ou de traumatisme sont intimement liés.

On sait maintenant que les violences fortement médiatisées ne donnent pas des envies d'imitation à des personnes qui ne présentaient auparavant aucun facteur de risque. Elles intensifient plutôt des symptômes déjà présents chez des individus troublés.

C'est ce qu'on appelle le cycle du traumatisme et de la violence (CTV) : au départ, un traumatisme déclencheur, même non violent (telle qu'une éclosion du SRAS), accroît le potentiel de violence chez un individu craintif ou porté sur les théories de complot. Quand celui-ci passe aux actes, il en résulte des violences graves qui causent un deuxième traumatisme et ainsi de suite. Le CTV s'intensifie encore davantage après des incidents comme les tueries susmentionnées.

Au lendemain de la fusillade du 14 décembre 2012 à l'école Sandy Hook, l'auteur a rédigé un rapport de consultation en 15 points afin de mettre des ressources de soutien à la disposition non seulement des enfants, des familles et du personnel scolaire, mais aussi des policiers et des autres intervenants qui avaient été exposés aux horreurs de cette journée-là et de celles qui ont suivi.

Les vieilles mentalités ont donné lieu à bien des suppositions erronées au fil des ans, dont celle qui veut que les professionnels de tout acabit doivent simplement « en revenir et tourner la page ». Des années de leçons douloureuses ont toutefois nettement montré qu'aucun uniforme ne protège son

porteur contre l'impact d'un traumatisme. En fait, l'uniforme peut même empêcher qu'on demande et qu'on obtienne du soutien à cause de cette attente irréaliste.

Lors des séances de formation que présente l'auteur sur l'ERV et les traumatismes, les gens demandent si tous les services de police procèdent de la même façon. La même question est posée à l'égard des hôpitaux, des écoles, des cliniques de santé mentale, des services d'incendie et des bureaux de probation, entre autres. La réponse est toujours « non ». Vient ensuite une question connexe : « Chaque service de police a-t-il sa propre personnalité? » La réponse est toujours « oui ». Pourquoi ces questions sont-elles pertinentes?

Après les fusillades en milieu scolaire commises à Columbine (Colorado) et à Taber (Alberta) en avril 1999, il est devenu apparent que la dynamique du système humain dans lequel on se trouve influe, elle aussi, sur la façon de réagir à un traumatisme et sur la capacité à en guérir.

Dans le contexte policier, cela signifie qu'un organisme réussira mieux à surmonter une tragédie s'il est doté d'un solide leadership empreint d'ouverture et d'intelligence émotionnelle que s'il est dirigé par des cadres fermés, distants et froids qui ne manifestent aucune sollicitude (réelle ou perçue) à l'égard de leur personnel.

Les systèmes empreints d'un tel esprit de fermeture suscitent une forte anxiété à l'interne, car à mesure que les symptômes naturels apparaissent et que les professionnels reçoivent le message (explicite ou non) qu'ils doivent en revenir et tourner la page, ils cessent de communiquer et cherchent à nier ce qu'ils ressentent. Leur état empire alors sous l'effet de la pression exercée par le système. Trop souvent, la consommation initiale d'alcool ou de drogues pour engourdir la douleur mène à la dépression, à la violence familiale, au suicide et à d'autres problèmes.

On tendait auparavant à considérer ces problèmes comme des pathologies propres à l'individu, mais on comprend maintenant que les organismes sains qui font preuve d'ouverture arrivent bien mieux à gérer l'effet des traumatismes que ceux où règne une attitude fermée et déconnectée. Aujourd'hui, le travail effectué après un traumatisme d'envergure met l'accent non seulement sur les réactions individuelles, mais sur les réactions organisationnelles aussi.

La dynamique qui anime les services de police est semblable à celle que l'on voit dans d'autres systèmes humains, comme les écoles, les établissements postsecondaires et les autres milieux de travail. Ce qu'un corps policier a de particulier, c'est la nature de ses responsabilités et le danger accru auquel ses membres sont exposés comparativement aux autres travailleurs.

Dans le cas d'une école, l'encadrement d'enfants et de jeunes vient s'ajouter à cette dynamique. Un modèle a donc été élaboré pour guider les écoles, la police, les professionnels de la santé mentale et les autres ressources dans l'intervention initiale et le rétablissement à long terme à la suite d'un traumatisme violent fortement médiatisé, d'un suicide, etc. Il comporte quatre étapes :

Étape 1. Intervention initiale : élèves

Étape 2. Évaluation stratégique globale : personnel scolaire

Étape 3. Intervention communautaire : parents et familles

Étape 4. Rétablissement : préparation de l'école et de la communauté au processus de guérison

FAIRE MONTRE DE CALME

En cas d'incident touchant une école, la police contribue énormément au maintien du calme, ce qui constitue la règle d'or en situation de crise. Souvent, à l'étape 1 ou 2 d'une intervention, des étudiants, des parents ou même des membres du personnel scolaire perdent tellement la maîtrise de leurs émotions sous l'effet du CTV qu'ils se laissent aller à une dangereuse impulsivité qui les pousse à dire et à faire des choses qui ne leur ressemblent pas.

On a constaté que le fait de recourir à des policiers en uniforme pour aider le personnel scolaire à communiquer avec des élèves désignés (et d'autres intervenants) contribue à montrer que le danger est passé parce que l'école et la police travaillent ensemble.

Les incidents traumatiques donnent généralement lieu au signalement de plusieurs autres situations dans les minutes et les heures qui suivent, surtout lorsqu'il s'agit d'une violence grave ou d'une menace portée à l'attention du public (dans les réseaux sociaux, par exemple), comme dans le cas d'une fusillade en milieu scolaire.

Il est essentiel que des policiers participent aux réunions du personnel scolaire pour lui présenter les faits, leur évaluation initiale des risques et un compte rendu des mesures prises avec d'autres partenaires communautaires (école, hôpital, etc.) tout en continuant de faire preuve de calme. L'attitude des adultes dans le milieu scolaire se répercutera sur les élèves et les parents.

Un policier compétent peut calmer d'autres professionnels juste par ses propos et son attitude. Cet exemple de calme est redonné à l'étape 3, lors de la réunion tenue en soirée avec les parents et la communauté, où la présence de policiers sera encore une fois cruciale. Ces derniers communiqueront en bonne partie la même information aux parents, mais prendront aussi les devants pour encourager publiquement l'obtention du soutien requis non seulement pour les élèves, mais pour les parents et les soignants qui peuvent avoir besoin d'une aide professionnelle.

Quand un parent émotivement fermé ou distant entend un policier dire qu'un traumatisme peut produire des effets sur n'importe qui, il se montre souvent plus ouvert à l'idée d'obtenir de l'aide. Dans la mesure du possible, des policiers et des policières devraient être présents pour encourager les parents à participer activement aux mesures d'intervention et de rétablissement.

L'étape 4 concerne les personnes qui réagissent de façon décalée au traumatisme qu'elles ont subi. L'une des périodes où les comportements menaçants risquent le plus de s'intensifier est celle qui entoure l'anniversaire de l'incident traumatique.

Aux pactes de suicide et aux projets de fusillade prévus vers l'anniversaire d'un incident traumatique s'ajoutent les cas, moins faciles à reconnaître, d'adultes ou d'enfants qui ont refoulé ou nié leurs symptômes de traumatisme jusqu'à l'approche de la date fatidique et qui ne comprennent souvent pas ce qui leur arrive.

Parce qu'un traumatisme laisse sa marque sur les cellules du corps, il suffit parfois d'un stimulus anodin, comme une odeur qui était présente au moment de l'incident, pour déclencher une réaction décalée des mois, voire des années plus tard.

Cette réalité oblige la police à tenir compte de l'historique des traumatismes survenus dans chaque communauté qu'elle sert, de façon à pouvoir recueillir des renseignements sur les gens susceptibles de proférer des menaces à un moment donné de l'année, puis mobiliser des ressources communautaires pendant les périodes où des difficultés sont à prévoir. ■

J. Kevin Cameron est un expert agréé en stress post-traumatique. Il est le directeur administratif du Canadian Centre for Threat Assessment & Trauma Response et un diplômé de l'American Academy of Experts in Traumatic Stress.

LES FAITS

LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE

Ces dernières années, la violence en milieu scolaire fait l'objet d'une vive attention. De gestes subtils et presque inaperçus, comme l'intimidation ou les menaces verbales, elle peut dégénérer en actes de grande envergure, comme les tueries de Columbine et de la Polytechnique. Quelque rares soient ses manifestations extrêmes, la violence, sous toutes ses formes, a le pouvoir de changer notre perception de la sécurité dans les établissements d'enseignement.

PREVNet, réseau canadien de chercheurs et d'organismes pour l'élimination de l'intimidation, indique, dans une étude, que les actes d'intimidation se produisent majoritairement dans des lieux où les enfants sont réunis (salle de classe, cour de récréation et autobus scolaire).

Selon la même source, dans une classe de 35 élèves, de 4 à 6 enfants se livrent à l'intimidation ou en sont victimes.

Sans intervention, un grand nombre de jeunes qui intimident les autres à l'enfance le feront à l'adolescence et continueront à le faire à l'âge adulte. Dès le début de l'adolescence apparaissent de nouvelles formes d'agression plus complexes : les agressions verbales, sociales ou homophobes, et celles fondées sur le sexe ou la race.

L'Enquête sur les comportements liés à la santé chez les enfants d'âge scolaire de 2006 révèle qu'au Canada, les enfants mêlés à ces actes voient souvent leur école d'un mauvais œil.

En 2002, les services secrets et le département de l'éducation américains ont enquêté sur 37 incidents de violence ciblée et ont constaté que, avant le passage à l'acte, près des trois quarts des 41 agresseurs s'étaient sentis persécutés, harcelés, menacés, agressés ou blessés par autrui.

Dans une étude menée en 2006 sur la criminalité chez les jeunes par le Home Office britannique, environ 7 p. 100 des 16 et 17 ans interrogés ont déclaré avoir porté un couteau (plus souvent de poche) à un moment l'année précédente, moins de 1 p. 100 ayant porté une arme.

Les élèves ne sont pas les seules victimes de la violence. En 2014, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis (É.-U.) ont établi que près de 7 p. 100 des enseignants ont signalé avoir été menacés ou blessés physiquement par un élève de leur école.

Parmi les 10 fusillades les plus meurtrières de l'histoire des É.-U. compilées par la chaîne CNN en 2014, quatre ont eu lieu dans des écoles ou des universités. Les auteurs de ces dernières étaient, pour la plupart, de jeunes hommes issus de ces établissements.

Au Canada, le plus affreux carnage en milieu scolaire est survenu à la Polytechnique de Montréal. Le tireur, âgé de 25 ans, s'était introduit dans une classe et avait séparé les femmes des hommes avant de tuer 13 étudiantes et d'en blesser 13 autres. Il s'est ensuite suicidé.

De nombreux actes de cette nature ont lieu à quelques semaines d'intervalle. Une étude publiée en 2001 dans le *Archives of Pediatrics and Adolescent Medicine* a montré que, 50 jours après la fusillade de l'école Columbine en 1999, les districts scolaires de Pennsylvanie avaient signalé 354 menaces, contre une ou deux à la même période l'année précédente.

Dans un article du *Forensic Digest*, Peter Langman, Ph.D., cite plusieurs signes qu'un élève est à risque de commettre un acte violent : menaces directes traduisant ses intentions, commentaires favorables au sujet d'une fusillade et mention des agressions dans les travaux scolaires.

D'après lui, plusieurs facteurs — sombre dépression, violente colère et obsession des armes et de la violence — augmentent les risques d'une agression et, mis ensemble, ils forment un cocktail explosif.

Au Canada, le plan SAFE est une base de données électronique lancée en 2007. Il comprend des plans d'intervention d'urgence adaptés à un lieu, qui permettent aux policiers et aux membres de première ligne de réagir efficacement en cas d'incident critique dans une école.

À l'heure actuelle, environ 5 000 écoles situées sur les territoires de compétence de la GRC participent au programme.

Les plans SAFE s'appliquent à tout incident ou à toute situation nécessitant une intervention policière – présence d'un tireur fou, alerte à la bombe ou prise d'otages. Ils sont élaborés en étroite collaboration avec tous les intervenants d'urgence et les établissements scolaires.

— Rédigé par Katherine Aldred

INCENDIES CRIMINELS

UN OUTIL POUR AIDER LES EXPERTS À LES ÉLUCIDER PLUS RAPIDEMENT

L'incendie volontaire est l'un des crimes les plus difficiles à élucider, la preuve matérielle étant détruite instantanément. Mark Sandercock, Ph.D., expert en analyse de traces aux Laboratoires judiciaires de la GRC à Edmonton, et James Harynuk, professeur de chimie à l'Université de l'Alberta, ont créé un programme informatique capable d'analyser les débris d'incendie. M. Sandercock nous livre, sous la plume de Deidre Seiden, les avantages de cet outil.

Richard Siemens, Université de l'Alberta

Mark Sandercock a toujours cherché un moyen d'accélérer la résolution des cas d'incendies criminels. Sa solution? Un outil capable d'analyser les débris en quelques secondes.

À L'HEURE ACTUELLE, COMMENT ANALYSE-T-ON LES DÉBRIS?

Lorsqu'un enquêteur croit qu'il s'agit d'un incendie suspect, il prélève des échantillons – généralement des fragments calcinés, souvent méconnaissables, de meubles ou de revêtement de sol – sur le foyer supposé de ce dernier. Au laboratoire, nous en extrayons les substances volatiles et les examinons pour détecter des fluides inflammables comme l'essence. Or, en même temps, nous dégageons les produits de la combustion des objets se trouvant sur les lieux. C'est dire que nous cherchons une aiguille dans une botte de foin.

Par la suite, deux experts sont chargés de l'étude du dossier dans le cadre de ce que nous appelons « examen par les pairs ». L'un examine les résultats de l'analyse des débris et rédige ses constatations; l'autre revoit le travail du premier. Si leurs conclusions concordent, un rapport est préparé, puis remis à l'enquêteur.

S'AGIT-IL D'UN PROCESSUS DE LONGUE HALEINE?

Pour un échantillon simple, l'analyse peut prendre environ une heure. Mais pour certains échantillons complexes, l'interprétation des données seule peut prendre plusieurs heures, voire une journée entière. Si on confie l'étude des données de chaque échantillon à deux personnes, nos experts peuvent consacrer beaucoup de temps à l'analyse.

EST-CE LE MOTIF DE VOTRE COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITÉ DE L'ALBERTA?

Oui. Nous avons travaillé avec l'établissement pour créer un programme informatique capable d'examiner rapidement des données et de confirmer la présence d'essence. Si nous parvenons à intégrer ce modèle dans notre laboratoire, nous éliminerons la nécessité d'un deuxième examen et gagnerons du temps, puisque la machine peut analyser les données obtenues d'un seul échantillon en 10 secondes.

COMMENT EN ÊTES-VOUS VENU À PARTICIPER AU PROJET?

Responsable technique du programme, je reste à l'affût de ce qui nous aiderait à améliorer notre travail. Donc, quand James m'a téléphoné à propos de sujets de recherche, nous avons commencé à envisager diverses possibilités. L'idée du programme informatique l'a tellement intéressé qu'il s'en est emparé. L'Université s'est chargée de la conception pendant que j'ai eu le privilège de la conseiller pour m'assurer qu'elle reste dans la bonne voie.

QUEL INTÉRÊT POUR LES ENQUÊTEURS?

Primo, nous ne retiendrons plus les dossiers longtemps, et les enquêteurs recevront les résultats plus vite; secundo, les spécialistes seront libres pour attaquer d'autres dossiers.

AVEZ-VOUS UTILISÉ LE PROGRAMME?

Pas encore. Mais nous l'avons soumis à un essai : nous avons remis à l'Université les données d'analyse de plusieurs centaines d'échantillons. Elle a fait analyser ces données par le programme et a obtenu les mêmes résultats que nous. Le programme a indiqué la présence d'essence dans les échantillons qui en contenaient, mais pas dans ceux qui n'en contenaient pas. C'était là la preuve de son efficacité.

Avant de pouvoir l'utiliser dans notre labo, il faut que l'Université crée une interface conviviale pour nous aider à exécuter le programme et qu'elle diversifie sa base de données des liquides inflammables. J'ose espérer que nous pourrons l'essayer dans deux ou trois ans. ■

Service de police de Boston

Des agents de la police de Boston (SPB) affectés à un point chaud de la criminalité dans le cadre du programme Safe Street Team. Selon un criminologue intégré au SPB, l'initiative serait à l'origine d'une réduction de 17 p. 100 des crimes violents.

UNE MANNE DE CONNAISSANCES

L'UTILITÉ DES CRIMINOLOGUES INTÉGRÉS AUX SERVICES DE POLICE

par le prof. Anthony A. Braga, Ph.D., École de justice pénale, Université Rutgers

Les partenariats entre la police et les universitaires se sont récemment intensifiés dans le but de réprimer le crime. Contrairement aux partenariats de recherche traditionnels entre les universitaires et les corps policiers, l'intégration d'un criminologue à un service fait de lui une ressource interne.

Le criminologue maintient son objectivité et son autonomie scientifiques dans l'exécution d'études au sein d'un service de police. Toutefois, il y joue également un rôle important en collaborant à l'élaboration de programmes fondés sur l'analyse et l'évaluation du crime et en présentant des preuves scientifiques en vue d'orienter la prise de décisions des cadres policiers.

Dans le présent article, je fais un résumé de mon travail en tant que criminologue intégré au Service de police de Boston (SPB) pendant le mandat de l'ancien commissaire Edward F. Davis, entre 2007 et 2013.

L'INITIATIVE DE BOSTON

En décembre 2006, Edward Davis a été assermenté par le maire Thomas M. Menino à titre de commissaire du SPB. Après une diminution remarquable des crimes violents dans les années 1990, Boston a vu une intensification de la violence du début jusqu'au milieu des années 2000, qui a culminé à 7 533 crimes violents répertoriés en 2006.

Le plus préoccupant était l'augmentation de la violence dans la rue, en particulier des voies de fait perpétrées avec une arme à feu : le nombre total de fusillades mortelles et non mortelles s'est accru de 133 p. 100, passant de 162 en 2000 à 377 en 2006.

Durant les premiers mois de son mandat, M. Davis m'a nommé conseiller principal en politiques et confié la tâche de collaborer avec le service à l'élaboration de stratégies pour aider celui-ci à mieux gérer le nombre restreint d'endroits et de personnes à l'origine de la majeure partie des crimes violents dans la ville.

RÉPRESSION DANS LES SECTEURS CHAUDS DE LA VIOLENCE CRIMINELLE

En janvier 2007, le comm. Davis a mis sur pied une initiative de répression dans les secteurs chauds axée sur des équipes de sécurité dans la rue (*safe street teams*, dites SST). À l'aide d'un logiciel de cartographie et des données de crimes violents répertoriés en 2006, j'ai travaillé avec le centre de renseignements régional de Boston (BRIC) en vue de relever 13 secteurs chauds.

On a nommé un surintendant adjoint chargé de superviser l'initiative et, dans chaque secteur cible, une équipe formée d'un sergent et de six agents de patrouille a été affectée en permanence et chargée de

mettre en œuvre des mesures de résolution de problèmes communautaires.

En lançant le programme, le SPB voulait s'assurer que les secteurs d'affectation des SST correspondaient effectivement aux points les plus uniformément chauds de la ville. L'affectation à long terme de ressources fort limitées à des points de crimes violents serait peu judicieuse si ces points se déplaçaient au fil des ans sans égard aux activités de répression.

Par conséquent, nous voulions analyser dans le temps la concentration et la stabilité de la criminalité dans certains points chauds de la ville. L'exercice visait à faire en sorte que les équipes étaient affectées aux lieux qui affichaient des occurrences répétées de crime sur une période étendue.

L'analyse a révélé une stabilité remarquable des tendances à la violence criminelle dans des côtés d'îlot et à des intersections précis. Pour les vols qualifiés, de 1980 à 2008, environ 1 p. 100 des îlots et 8 p. 100 des intersections affichaient près de 50 p. 100 de tous les vols commis dans des commerces, et 66 p. 100 des vols dans la rue.

Situation analogue pour la violence mettant en cause une arme à feu, alors que seulement 5 p. 100 des côtés d'îlot et des intersections affichaient 74 p. 100 de ce genre de crimes dans la même période. Près de 89 p. 100 des côtés d'îlot et des intersections de la ville n'ont connu aucune fusillade durant cette période de 29 ans. Chose étonnante, les 60 côtés d'îlot et intersections les plus ravagés par le crime à Boston ont connu plus de 1 000 fusillades entre 1980 et 2008.

Si l'analyse a confirmé que les agents étaient affectés aux endroits connaissant le taux le plus uniforme de violence, l'exercice a aussi révélé que de nombreux endroits marqués par la violence n'étaient pas couverts par le programme. C'est pourquoi on a appliqué des techniques d'appariement statistique pour relever des intersections et des côtés d'îlots témoins affichant un taux similaire de violence à inclure dans un plan de recherche quasi-expérimental rigoureux.

L'évaluation a montré que le programme SST est lié à une réduction statistiquement significative de 17 p. 100 des crimes violents dans les zones du programme par rapport aux zones témoins. En d'autres termes, la concentration de l'intervention policière dans les secteurs chauds n'a pas simplement provoqué le déplacement des crimes de violence vers d'autres quartiers.

RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMISE PAR LES GANGS

Malgré les louanges reçues à l'échelle internationale, le SPB a mis fin à sa stratégie de dissuasion, l'opération Ceasefire, comme principale intervention contre la flambée de violence par les gangs en janvier 2000. À la lumière de la recrudescence des fusillades impliquant des gangs à Boston, le comm. Davis a annoncé, peu après sa nomination, le rétablissement de l'opération Ceasefire. Comme ce fut le cas dans les années 1990, j'ai participé au groupe de travail Ceasefire et ma première contribution a été d'analyser les homicides et les fusillades impliquant des gangs dans la ville.

L'analyse des problèmes a révélé que la résurgence de la violence armée durant les années 2000 étaient liée à la même dynamique de gangs que dans les années 1990. En 2006, un peu plus de 1 p. 100 des jeunes âgés de 14 à 24 ans ont été impliqués dans 65 gangs de rue exerçant des actes de violence.

Cela dit, la violence des gangs est à l'origine de plus de la moitié des homicides, et dans près des trois quarts des fusillades non mortelles, les membres de gang étaient des victimes. Les auteurs et les victimes de la violence impliquant une arme à feu étaient souvent bien connus du système de justice pénale, ayant de vastes antécédents criminels et nombre d'entre eux faisant l'objet d'une probation ou d'une libération conditionnelle surveillée.

Les stratégies de dissuasion sont fondées sur des principes fondamentaux, comme les risques accrus pour les contrevenants, mais comprennent aussi de nouvelles façons de déployer les outils de répression traditionnels et novateurs, notamment la communication d'incitatifs et de facteurs de dissuasion directement aux contrevenants ciblés. Les produits de recherche qui documentent ces réseaux sociaux à risque et les comportements violents de groupes particuliers sont très utiles pour maintenir ces stratégies dans des territoires donnés.

En collaboration avec BRIC, nous avons élaboré les fiches de pointage des fusillades pour orienter la mise en œuvre de l'opération Ceasefire. Essentiellement, cette fiche sert à classer les groupes criminels selon la fréquence des fusillades commises et le nombre de leurs membres qui sont victimes d'une fusillade durant une période donnée.

Les fiches de pointage, surtout lorsque étayées par un système de responsabilisation des cadres (réunions du groupe de travail Ceasefire et séances générales de Compstat), peuvent s'avérer très utiles pour faire en sorte que les groupes les plus actifs en matière de violence armée, et les groupes qui récidivent après la diffusion du message de dissuasion, soient la cible des mesures de répression voulues.

Les fiches de pointage font que les partenaires de répression continuent de cibler les groupes à risque et d'appliquer la stratégie de dissuasion ciblée. On a utilisé les données de ces fiches pour procéder à une évaluation quasi-expérimentale rigoureuse; celle-ci a révélé que la stratégie Ceasefire renouvelée a permis de réduire de 31 p. 100 les fusillades impliquant les gangs ciblés par rapport aux fusillades impliquant des gangs non ciblés, mais tout aussi violents.

CONCLUSION

L'initiative de Boston semble indiquer que les services de police tirent des avantages tangibles de l'intégration d'un criminologue à leur personnel. L'idée d'y affecter un spécialiste qui travaillera aux côtés de praticiens à des initiatives particulières et en tant que ressource générale pour aborder un éventail de problèmes représente une évolution des partenariats traditionnels des universitaires avec les policiers, qui se limitent habituellement à des projets spéciaux pour des périodes très brèves.

En collaboration étroite avec des membres assermentés et des employés civils, le criminologue peut rehausser la capacité du service à comprendre la nature des problèmes criminels et à élaborer des programmes de prévention novateurs.

Soulignons ici que l'intégration d'un criminologue n'est pas en soi une panacée permettant de résoudre les défis multidimensionnels auxquels font face les services de police. Il s'agit plutôt d'inviter un spécialiste à occuper un poste permanent afin de profiter d'un ensemble de compétences que ne possèdent pas les autres membres du corps policier pour mieux comprendre et résoudre les problèmes criminels. ■

Titulaire de la chaire Don M. Gottfreson, Anthony A. Braga est professeur de criminologie axée sur la preuve à l'École de justice pénale à l'Université Rutgers, et chercheur supérieur au programme de gestion et de politiques en justice pénale à l'Université Harvard.

UNE MISE EN FORME RAPIDE ET EFFICACE

GRÂCE AU PROGRAMME LEO-FIT POUR LES POLICIERS

par le serg. Nick Surre, créateur du programme LEO-fit

Selon une étude récente de l'Université de l'Iowa, le niveau d'activité physique des policiers au travail aux États-Unis est faible; par ailleurs, l'étude attribue les risques accrus pour la santé à la nature sédentaire du travail de police et au niveau de stress de ce dernier. Le présent article est le deuxième d'un dossier de la Gazette *sur les initiatives de certains policiers pour réduire les risques et demeurer en santé.*

En 2013, les maladies liées au travail constituaient la troisième cause de décès chez les policiers aux États Unis, selon les statistiques établies par le National Law Enforcement Officers Memorial Fund. Malheureusement, la tendance n'a guère changé depuis dix ans.

Pour de nombreux professionnels des forces de l'ordre, il est non seulement difficile de s'astreindre à un programme d'entraînement physique périodique, mais également de trouver un programme qui répond aux exigences physiques de leur travail.

Pour corriger ces tendances, le serg. Nick Surre (l'auteur du présent article) et l'agent Craig Francis ont conjointement créé le programme LEO-fit.

Ce programme, destiné aux policiers, vise à accroître rapidement la force musculaire à l'aide d'exercices intensifs exécutés dans un délai précis avec un minimum de ressources et d'équipement. Le programme LEO-fit comprend aussi des conseils sur la nutrition et la santé mentale, des démonstrations vidéo et des applis pour téléphone intelligent.

Toute l'information diffusée par LEO-fit est entièrement gratuite. Une séquence d'entraînement hebdomadaire est affichée dans le site tous les dimanches. Le programme vise également à motiver ses adeptes par des messages dans Facebook.

LES COCRÉATEURS DE LEO FIT

En qualité de responsable de la patrouille de nuit dans une ville au milieu du Tennessee, je suis bien conscient de la difficulté pour les policiers de prévoir du temps pour l'entraînement. Outre mes fonctions de responsable de la patrouille, je supervise le service des gardes d'honneur et le programme de mise en forme.

Ancien athlète aujourd'hui devenu policier, j'ai suivi divers régimes d'entraînement, notamment des programmes de mise en forme et de développement de la force musculaire au niveau du football universitaire, ainsi que l'entraînement en circuit et le programme Crossfit.

Je suis également accrédité comme spécialiste de la mise en forme des policiers par l'institut Cooper et j'ai offert un encadrement individuel à mes collègues afin de les aider à réaliser leurs objectifs de forme physique.

Cocréateur du programme LEO-fit, Craig Francis est aussi un ancien athlète qui a embrassé la carrière de policier. Avant de s'associer à l'équipe LEO-fit, il était un mordu d'entraînement physique qui consacrait des heures au gym à suivre différents programmes d'haltérophilie classiques. Lorsqu'il est devenu policier, il a trouvé difficile de ménager du temps pour l'entraînement en raison des exigences du travail et de sa vie personnelle.

Le cocréateur du programme LEO-fit, le serg. Nick Surre, cible sur son site Web les besoins particuliers des policiers en matière de forme physique.

Serg. Nick Surre

C'est pourquoi l'agent Francis était prêt à essayer un régime d'entraînement différent. Sa participation était essentielle pour la mise en œuvre et l'évaluation du programme LEO-fit. Il est agent de patrouille dans une municipalité en périphérie de Detroit.

Au début de notre carrière, l'agent Francis et moi avions du mal à trouver un programme de mise en forme adapté aux exigences physiques du métier. Par la suite, nous avons entrepris d'élaborer un plan d'entraînement efficace pour les policiers. Combinant des éléments de tous les régimes utilisés antérieurement, nous avons créé un programme intégral (LEO-fit).

Dans l'année qui a suivi, nous avons reçu de nombreuses demandes de collègues, d'autres services et de connaissances du milieu policier à la recherche de conseils pour leur entraînement. Vu la popularité de notre programme, nous avons pensé rendre l'information accessible à grande échelle à la communauté policière grâce à un site Web. En janvier 2014, nous avons lancé le site LEO-fit et nous sommes affichés dans les médias sociaux.

PRÉLIMINAIRES

Le test LEO-fit est une norme permettant d'évaluer la forme physique du membre. C'est l'une des premières étapes à remplir avant d'amorcer le programme d'entraînement proprement dit.

Le programme est conçu pour permettre d'atteindre le niveau ultime de forme physique : le niveau LEO-fit. Le test, fondé sur les normes de forme physique pour les policiers établies par l'Institut Cooper, établit une norme unique assortie d'objectifs adaptés à l'âge et au sexe du membre.

Le test en soi est une évaluation en quatre volets, selon les exigences professionnelles : force du haut du corps, force du tronc, force du bas du corps et endurance cardiovasculaire.

Le programme LEO-fit 100 correspond aux niveaux du test LEO-fit. Ainsi, vous pouvez déterminer le niveau d'amorce du programme.

TEST LEO-FIT

Commencer par une séance d'échauffement, comme pour une séance habituelle d'entraînement LEO-fit.

CONSEILS POUR PERDRE LES KILOS EN TROP

1. Téléchargez et utilisez My Fitness Pal, une appli gratuite fort conviviale qui présente d'excellentes fonctions pour vous permettre de contrôler les calories. La fonction de balayage permet d'ajouter facilement des aliments tandis que vous préparez vos repas.
2. Apportez votre lunch au travail. Évitez les restaurants avec service au volant; gardez plutôt votre glacière sur le siège du passager. Il vous sera ainsi plus facile de consommer des aliments sains lorsqu'ils sont à portée de la main.
3. Prévoyez une journée de récompense par semaine. Si vous choisissez un de vos jours de congé, vous pourrez sortir en famille ou prendre une crème glacée avec vos enfants.
4. Buvez davantage d'eau et moins de boissons gazeuses, de boissons énergisantes et de cafés sucrés. Ne gaspillez pas vos calories en consommant des boissons, surtout celles qui sont peu nutritives.
5. Faites de l'exercice, un point c'est tout. Allez au gym, courez ou promenez le chien. L'important, c'est de bouger.

Source: LEO-fit.com

1. Exécuter autant de pompes que possible en une minute. Récupération durant 2 minutes.
2. Exécuter autant de redressements assis que possible en une minute. Récupération durant 2 minutes.
3. Exécuter un sprint de 300 m aussi vite que possible (chronométré). Récupération durant 5 minutes.
4. Courir 1,6 kilomètre (un mille) aussi vite que possible (chronométré).

Niveau recrue
14 pompes ou moins
19 redressements assis ou moins
67 s ou plus au sprint de 300 m
10 min 19 s ou plus pour parcourir un mille

Niveau policier
15 à 39 pompes
20 à 39 redressements assis
57 à 66 s au sprint de 300 m
8 min 1 s à 10 min 18 s pour parcourir un mille

Niveau LEO-fit
40 pompes ou plus
40 redressements assis ou plus
56 secondes ou moins au sprint de 300 m
8 minutes ou moins pour parcourir un mille

L'ENTRAÎNEMENT

Le programme LEO-fit est un programme échelonné sur 25 semaines à raison de quatre séances par semaine. Chaque séance comporte trois volets : échauffement, développement de la force et entraînement.

Échauffement
Afin de prévenir les blessures et d'optimiser le rendement physique, le programme recommande un échauffement de 10 minutes avant les séances de développement de la force et d'entraînement. On suggère 5 minutes de marche ou de jogging, des rotations du cou, des bras, des genoux et des chevilles, 10 flexions avant, 10 flexions des jambes sans poids, 10 pompes et divers autres étirements.

Développement de la force
Ce volet comprend quatre exercices de dynamophilie : la flexion des jambes, le développé des épaules debout, le soulevé de terre et le développé couché. Il s'inspire du système Windler 5-3-1, échelonné sur quatre semaines.

Entraînement
Chaque séance comporte trois niveaux : recrue (débutant), policier (intermédiaire) et LEO-fit (avancé). Les exercices sont les mêmes pour chaque niveau, mais sont adaptés au niveau de forme du participant.

Pour obtenir le maximum de chaque entraînement, il est important de consacrer le maximum d'effort. Exécutez les exercices le plus rapidement possible tout en respectant la forme donnée.

La plupart des exercices se font dans un délai précis; vous devrez vous munir d'un chronomètre pour mesurer le délai d'exécution. Nous vous encourageons à tenir un journal pour consigner le poids soulevé dans la séance de développement de la force ainsi que les résultats d'entraînement.

Voici une séance type :

1. *Échauffement*

2. *Développement de la force (flexion des jambes avec barre derrière la tête)*
   2 séries d'échauffement
   1 série de 5 répétitions à 65 p. 100
   1 série de 5 répétitions à 75 p. 100
   1 série de 5 répétitions ou plus à 85 p. 100

3. *Entraînement*
   Niveau recrue : 3 séries minutées : 20 flexions des jambes sans poids, 20 fentes (10 pour chaque jambe) et 20 redressements assis.
   Niveau policier : 3 séries minutées : 30 flexions des jambes sans poids, 20 fentes avec haltères de 25 lb (hommes) ou de 15 lb (femmes) (10 pour chaque jambe) et 30 redressements assis.
   Niveau LEO-fit : 3 séries minutées : 40 flexions des jambes sans poids, 20 fentes avec haltères de 35 lb (hommes) ou de 25 lb (femmes) (10 pour chaque jambe) et 40 redressements assis.

UN ENGAGEMENT FERME

Le travail de police est un métier sédentaire; on n'a pas de contrôle sur la routine quotidienne ni sur les tâches. Mais vous pouvez exercer un contrôle sur ce que vous mangez et buvez, et sur ce que vous pouvez faire dans vos temps de repos.

Quel que soit votre programme d'entraînement et vos objectifs de forme physique, l'exercice d'une activité est toujours souhaitable. Faites attention à ce que vous mangez et pratiquez une activité physique tous les jours. Une séance de 10 minutes représente moins de 1 p. 100 de votre journée.

Le travail de police comporte de multiples responsabilités et les agents sont au service d'autrui. Mais ils ne peuvent pas laisser les exigences du travail et de la vie prendre le pas sur leur santé et leur forme physique. Le travail est trop dangereux et sans merci pour cela. Les membres doivent toujours mettre en perspective leur travail et leur vie personnelle. ■

POUR EN SAVOIR PLUS, VISITEZ :
WWW.LEO-FIT.COM

RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES

Les extraits suivants d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi reflètent les vues et les opinions des auteurs, mais pas nécessairement celles de leur organisation d'attache. Les rapports intégraux sont accessibles au site Web indiqué à la fin de chaque résumé.

COVERED IN BLUE: POLICE CULTURE AND LGBT POLICE OFFICERS IN THE PROVINCE OF ONTARIO [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Joe L. Couto

Des entrevues réalisées avec 21 policiers de la communauté des gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres (GLBT) laissent penser qu'en Ontario, l'ouverture à la diversité gagnerait du terrain sur la traditionnelle orientation hypermasculine et hétérosexuelle de la culture policière.

Si les participants considèrent en général que cette culture demeure conservatrice et dominée par les hommes, la plupart estiment aussi qu'elle a progressé vers l'inclusivité ces 20 dernières années, à mesure que plus de femmes, de membres de groupes ethniques et de personnes GLBT entraient dans les rangs et montaient en grade.

Cette ouverture à la diversité est peut-être davantage le résultat d'exigences législatives (lois et chartes des droits de la personne) que d'une évolution substantielle de la culture policière.

Les participants qui travaillaient dans le milieu policier depuis plus de 15 ans ont fait valoir que la présence accrue de GLBT et d'autres groupes dans les corps policiers dénote une culture plus ouverte et moins dominée par les hommes hétérosexuels.

Puisque les descentes ciblant les bars et les bains publics fréquentés par une clientèle GLBT sont chose du passé et que certains corps policiers travaillent activement à recruter des GLBT et à leur confier des postes de direction, les participants étaient d'avis que la culture de ces organismes était aussi en train de changer, quoique plus sous l'effet d'une évolution que d'une révolution.

Selon certains participants, la résistance organisationnelle à la diversité viendrait surtout des gestionnaires intermédiaires de 50 ans et plus qui gardent une attitude plus traditionnelle et négative à l'égard des policiers GLBT.

La perception d'ouverture chez les corps policiers est subjective et influencée par le discours que représentent leurs symboles et cadres (devises, énoncés de mission, règles concernant l'uniforme et l'apparence, politiques sur les mesures d'adaptation, etc.), autant d'éléments qui expriment des valeurs conservatrices associées au professionnalisme policier.

Certains des policiers GLBT participants ont fait l'objet d'actes flagrants de discrimination et de harcèlement au cours de leur carrière, mais la plupart disent que les « microagressions » sont plus courantes en milieu de travail.

Les participants se préoccupent de l'écart qu'ils perçoivent entre ce que disent les corps policiers (souvent au moyen de leurs cadres et symboles) et ce qui se passe vraiment en milieu de travail.

Malgré les difficultés qu'éprouvent les policiers GLBT, l'étude a révélé que les participants avaient une attitude très positive à l'égard du métier de policier et de leur organisme d'attache. Chacun des 21 participants s'est dit d'accord avec les objectifs généraux de son corps policier quant au maintien de l'ordre et à l'élucidation des crimes (Colvin 2012). C'est signe que la profession continue de rallier solidement ses membres aux objectifs d'application de la loi et de prévention du crime, quelle que soit leur situation personnelle.

CONCLUSION

Cette étude montre que, dans leur milieu de travail, les agents GLBT de l'Ontario continuent de subir l'influence de la culture policière traditionnelle, jusqu'ici dominée par des hommes hétérosexuels de race blanche. Les participants croient toutefois que la culture se rapproche progressivement de la tendance générale de la société à mieux accepter les GLBT.

Sur le plan organisationnel, les services de police se montrent plus sensibles aux divers groupes qui composent la société. Ils doivent cependant reconnaître de façon plus délibérée leurs agents GLBT, car de plus en plus de membres avoués de cette communauté entrent dans leurs rangs.

POUR CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
WWW.ROYALROADS.CA

MENTAL ILLNESS AND THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Alison MacPhail et Simon Verdun-Jones

La recherche confirme la forte surreprésentation des personnes souffrant de maladie mentale dans l'appareil de justice pénale. Ce qui est moins clair, c'est la relation exacte entre les troubles mentaux et la criminalité, y compris la violence, et la meilleure façon de réduire la délinquance chez les personnes atteintes de maladie mentale qui ont des démêlés avec la justice.

Nombre d'études ont révélé un lien apparent entre la maladie mentale et la violence ainsi que le récidivisme, mais d'autres montrent que les troubles mentaux graves (dont la schizophrénie et les autres psychoses) ne sont pas en soi particulièrement annonciateurs de criminalité.

D'autres facteurs ont un effet plus déterminant : personnalité antisociale, psychopathie, déficience neurocognitive, toxicomanie, fréquentation de personnes antisociales, milieu de vie chaotique et antisocial où les ressources de soutien sont limitées.

RAPPORTS AVEC LA POLICE

La police passe évidemment beaucoup de temps à composer avec des personnes souffrant de troubles mentaux, mais souvent pour des comportements qui n'ont rien de criminel.

Ces comportements peuvent être liés à une situation de crise ou être problématiques pour la communauté sans être suffisamment graves pour justifier une arrestation et une mise en détention. Les personnes atteintes de maladie mentale accaparent aussi une proportion démesurée des ressources du réseau de la santé, se trouvant souvent à consulter leur médecin de famille, à se rendre à l'urgence ou à utiliser d'autres services sociaux.

La plupart des études semblent montrer que la police n'arrête pas plus souvent les personnes souffrant de maladie mentale que les autres personnes ayant commis les mêmes infractions. En fait, elle serait moins portée à arrêter quelqu'un qu'elle croit psychologiquement perturbé, surtout si elle peut le diriger vers un programme de santé mentale. Lorsqu'elle opte pour l'arrestation, c'est parfois qu'elle n'a pas reconnu ou soupçonné la présence d'un trouble mental.

RECOMMANDATIONS

1. Voir à ce que les stratégies de déjudiciarisation, les peines et la gestion des dossiers tiennent compte des facteurs criminogènes (personnalité antisociale, psychopathie, toxicomanie, etc.) et du bien-être social, en plus d'orienter les délinquants vers les ressources de santé mentale appropriées.

2. Vu la corrélation entre la maladie mentale et la consommation abusive de substances, y compris la probabilité que celle-ci puisse cacher celle-là :
   - intégrer les stratégies de traitement tout en agissant sur les facteurs environnementaux comme le caractère inadéquat du logement et des ressources de soutien;
   - intégrer les interventions pénales, notamment celles des tribunaux spécialisés en toxicomanie et en santé mentale.

3. Agir sur les problèmes complexes qu'éprouvent les délinquants souffrant de troubles mentaux par l'intermédiaire d'équipes intégrées d'intervenants des milieux de la santé mentale, des services sociaux et de la justice pénale. Pour coordonner efficacement les services, confier à une seule personne le pouvoir d'assurer l'accès aux services requis.

4. Accorder une attention particulière aux besoins des femmes.

POUR CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
WWW.ICCLR.LAW.UBC.CA

HIDDEN IN PLAIN SIGHT: CHALLENGES TO IDENTIFYING, INVESTIGATING AND PROSECUTING HUMAN TRAFFICKING [EN ANGLAIS SEULEMENT]

Amy Farrell et Jack McDevitt

La traite de personnes, forme moderne d'esclavage, consiste à pousser les victimes vers le travail forcé ou l'exploitation sexuelle par la tromperie ou la contrainte. Ces victimes ne sont pas toujours violentées ou transportées dans un pays étranger. On peut recourir à des menaces psychologiques ou à la fraude pour les maintenir dans la servitude, même dans leur propre ville.

Les victimes de traite se fondent souvent dans le décor. Elles peuvent fréquenter des lieux publics lorsqu'elles travaillent, mais leurs bourreaux les empêchent de fuir par divers moyens.

Pour mieux cerner les difficultés liées au repérage de ces cas ainsi qu'aux enquêtes et aux poursuites connexes, nous avons, avec des collègues de l'Urban Institute, examiné 140 affaires réglées et tenu des entrevues approfondies avec les policiers, les procureurs et les fournisseurs de services aux victimes qui y avaient travaillé dans 12 comtés des États-Unis.

Dans les comtés visés, la vaste majorité des cas relevés par la police concernaient la traite à des fins sexuelles (86 p. 100 de 152 dossiers). Une proportion beaucoup plus faible des enquêtes portait sur la traite à des fins de travail (9 p. 100) ou à des fins de travail et d'exploitation sexuelle (5 p. 100). La plupart des victimes étaient de sexe féminin (89 p. 100).

PRENDRE L'INITIATIVE D'ENQUÊTER

Les victimes de traite se fondent souvent dans le décor. Elles peuvent fréquenter des lieux publics lorsqu'elles travaillent, mais leurs bourreaux les empêchent de fuir par divers moyens.

Certaines sont menacées de violence. D'autres font l'objet d'une coercition psychologique : pour les maintenir dans un état de servitude, on peut les priver d'eau et de nourriture, contrôler leur accès à l'information ou menacer de les dénoncer à la police.

Les victimes se reprochent souvent de s'être mises dans le pétrin.

Dans les cas que nous avons étudiés, beaucoup de victimes qui étaient sorties de l'ombre avaient eu besoin de tisser des liens avec un policier ou plus souvent avec un fournisseur de services aux victimes pendant un certain temps avant de s'ouvrir et de croire que la police pourrait les protéger.

Dans les dossiers que nous avons examinés, le repérage était le plus souvent attribuable à un renseignement obtenu grâce à un membre de la communauté, à un organisme de services aux victimes ou à une ligne téléphonique spéciale (39 p. 100 des enquêtes). Rares étaient les dossiers où la victime avait elle-même signalé sa situation à la police (10 p. 100), et encore plus, ceux où la traite avait été constatée à la suite d'une demande d'intervention (3 p. 100 des cas).

Puisque tant de victimes ne font jamais appel à la police, celle-ci doit mettre au point des stratégies proactives afin de les repérer dans la communauté. Elle pourrait s'inspirer des techniques utilisées dans le cadre d'enquêtes sur le crime organisé pour monter un dossier contre les trafiquants; par exemple, se pencher sur les opérations financières, les activités de blanchiment d'argent, les transactions immobilières et les dossiers de constitution en société de ceux qui exploitent une maison de prostitution ou un commerce où travaillent des victimes.

La police devrait aussi élargir la portée de ses enquêtes sur la traite de personnes pour qu'elles aillent au-delà de la seule exploitation à des fins sexuelles.

À ce jour, peu de cas de traite de main-d'œuvre ont fait l'objet de poursuites aux États-Unis. Les corps policiers locaux devront peut-être collaborer avec des organes de réglementation comme le département du travail de leur État et les services d'application des règlements municipaux pour enquêter de façon proactive sur les cas possibles de ce genre dans leur communauté. ■

POUR CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
WWW.NIJ.GOV

UN PROGRAMME DE RECHERCHE EFFICACE

LE PUBLIC, UN ALLIÉ POUR RETROUVER LES ENFANTS DISPARUS

par Sigrid Forberg

Les ravisseurs d'enfants ont besoin de deux choses : temps et anonymat.

La Missing Children Society of Canada (MCSC) travaille avec les organismes canadiens d'application de la loi pour les priver de ces deux avantages.

Tout a commencé avec une question. En 2012, la directrice générale de la MCSC Amanda Pick a demandé aux membres du Service de police de Calgary (SPC) comment elle pouvait contribuer à sensibiliser davantage la population aux disparitions d'enfants.

C'est alors qu'est né le programme de recherche baptisé « milk carton 2.0 » par les médias, un programme qui aide la police à ramener les enfants disparus dans leur famille.

« La disparition d'un enfant touche les gens profondément, affirme M^me^ Pick. Nous avons mis au point une technologie qui permet aux gens d'intervenir avant même qu'un incident ne survienne et je pense que c'est là que réside la force du programme. »

MISER SUR LA TECHNOLOGIE

Le programme est en fait un réseau d'intervention rapide qui a recours au ciblage géographique, aux médias sociaux et à des applications mobiles pour transmettre des alertes et de l'information en temps réel sur des enfants portés disparus ou enlevés.

Les particuliers et les entreprises peuvent « faire don » de leur espace dans les médias sociaux et faire partie d'une équipe de recherche en ligne. Lorsqu'un enfant est porté disparu dans leur coin, des messages s'affichent dans leur fil de nouvelles, y compris les détails et les descriptions de la police, ce qu'il faut surveiller et comment communiquer des renseignements pertinents à la police.

« Les gens ont un rôle à jouer dans les enquêtes sur des personnes disparues – ils sont nos yeux sur la route et on a besoin d'eux, précise l'insp. Carole Bird, du Centre national pour les personnes disparues et les restes non identifiés. Il faut communiquer avec le plus grand nombre de personnes possible. » L'insp. Cliff O'Brien du SPC dit s'être rendu compte du potentiel d'un tel programme pour ces enquêtes dès que M^me^ Pick lui en a parlé.

« C'est un outil relativement simple, mais très efficace, souligne l'insp. O'Brien. Contrairement à la centaine de courriels qu'on reçoit chaque jour, l'alerte s'affiche directement sur notre téléphone, ce qui fait qu'on a immédiatement accès à l'information. »

Durant la phase pilote, le SPC a mis à l'épreuve la technologie lorsqu'une fille de 14 ans s'est enfuie avec un homme violent dans la trentaine. Croyant qu'ils s'étaient rendus en C.-B., le SPC a activé CodeSearch, une application d'intervention rapide, dans les secteurs pertinents.

« L'information a vite été transmise à 1,3 million de personnes, poursuit l'insp. O'Brien. Voyant que sa photo et celle de la fille étaient partout, le suspect est devenu paranoïaque et est retourné à Calgary, où nous l'avons arrêté. »

PROMOUVOIR DES CAS DE DISPARITION

En mai, M^me^ Pick a présenté le programme à l'Association canadienne des chefs de police (ACCP). Celui-ci a été approuvé à l'unanimité par les membres, à qui l'on a ensuite demandé de quelle façon ils pourraient y participer et l'utiliser à l'appui des méthodes d'enquête policière traditionnelles.

L'insp. Gibson Glavin, membre de la GRC en Alberta, travaille avec M^me^ Pick pour lancer le programme dans la province. Jusqu'à présent, le programme s'est révélé être un outil précieux lorsque les cas ne répondent pas aux critères d'une alerte Amber.

« On recevait des appels de membres qui nous demandaient de déclencher une alerte Amber pour un enfant porté disparu, mais un ou deux critères n'étaient pas remplis, explique l'insp. Gavin. Naturellement, ils étaient frustrés. Ce programme comble cette lacune. »

La GRC en Alberta s'efforce actuellement de faire connaître le programme à ses membres. Il a même été intégré à la politique provinciale sur les alertes Amber pour que les membres puissent voir rapidement les options dont ils disposent.

« Plus l'enlèvement d'un enfant dure longtemps, plus les chances de le ramener à la maison en toute sécurité diminuent, ajoute l'insp. Glavin. Ce programme permet de diffuser rapidement l'information à la population. »

M^me^ Pick dit que la MCSC espère mettre fin aux enlèvements d'enfants au Canada, un objectif certes ambitieux, mais réalisable si l'on s'assure que les ravisseurs sont reconnus et arrêtés immédiatement.

« Au départ, mettre ce programme en place semblait être une tâche énorme, admet M^me^ Pick. Puis on s'est demandé : "Et si la photo de l'enfant apparaissait partout? Et si le ravisseur ne pouvait pas se promener dans la rue sans être reconnu?" Quand toute la communauté ouvre l'œil, c'est là qu'on verra un véritable changement. »

Tom Muir de RallyEngine, l'entreprise qui a développé CodeSearch, montre le système aux médias lors de son lancement à Calgary en 2012.

Missing Children's Society of Canada